

**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PROSPECTIVE ET DE
LA PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN SEPTEMBRE 2017**

Novembre 2017

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement Durable

M. Régis IMMONGAULT

Ministre délégué

Mme Edwige ESSOUKOU ép. BETHA

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

M. J. Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT, ép. NGUEMA

Contact :

Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville

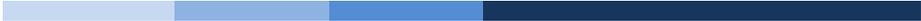
B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette troisième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2017.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF.....	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN SEPTEMBRE 2017.....	9
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	9
I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	10
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN SEPTEMBRE 2017	11
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES	11
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin septembre 2017	11
II.2 LES HYDROCARBURES	13
II.2.1 Le pétrole	13
II.2.2 Le gaz naturel	14
II.3 LE MANGANESE	14
II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE	15
II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE	15
II.5.1 Le caoutchouc naturel.....	15
II.5.2 L'huile de palme brute.....	16
II.5.3 L'élevage bovin.....	16
II.6 LES AGRO-INDUSTRIES	16
II.6.1 La minoterie et l'aviculture.....	16
II.6.2 Le sucre	17
II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées	17
II.6.4 L'eau minérale.....	18
II.6.5 Les huiles et corps gras	18
II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS	19
II.7.1 Les unités de sciage	19
II.7.2 Les unités de déroulage.....	20
II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	21
II.8.1 La chimie.....	21
II.8.2 Les matériaux de construction	22
II.8.3 La seconde transformation des métaux.....	22
II.8.4 L'industrie minière	23
II.9 LE RAFFINAGE.....	23
II.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE	24
II.10.1 L'électricité	24
II.10.2 L'eau.....	25
II.11 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	25

II.12 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	26
II.12.1 Le transport aérien	26
II.12.2 Le transport ferroviaire	26
II.13 LES TELECOMMUNICATIONS	27
II.14 LE COMMERCE	27
II.14.1 Le commerce général structuré	27
II.14.2 Le commerce des véhicules neufs	28
II.14.3 Le commerce des produits pétroliers	28
II.14.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	29
II.15 LES AUTRES SERVICES	29
II.15.1 Les services rendus aux entreprises	29
II.15.2 Les services rendus aux particuliers	29
II.15.3 Les services immobiliers	30
II.15.4 Les services de réparation mécanique	30
II.16 L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION	30
II.17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	31
II.17.1 l'analyse bilancielle	31
II.17.2 Les opérations avec la clientèle	31
II.17.2.1 Les ressources collectées	31
II.17.2.2 Les crédits distribués	32
II.18 LA MICROFINANCE	33
II.18.1 La configuration du secteur	33
II.18.2 La couverture géographique et la clientèle des EMF	33
II.18.3 Capitaux propres et intermédiation financière	34
Les fonds propres	34
Les activités d'intermédiation financière	35
II.19 LE SECTEUR ASSURANCE	35
II.19.1 La Branche Non Vie	36
II.19.2 La Branche Vie et Capitalisation	36
II.19.3 La Répartition des parts de marché par compagnie	37
II.20 SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	37
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU TROISIEME TRIMESTRE 2017	39
III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION	39
III.2.LA DETTE PUBLIQUE	40
III.2.1 L'évolution du règlement de la dette	40
III.2.2 L'évolution des tirages sur financements	41
III.2.3 L'évolution du stock de la dette publique	42

III.3. LE COMMERCE EXTERIEUR	43
III.3.1. L'évolution des exportations en valeur	44
III.3.2. L'évolution des importations en valeur	46
III.4 LE PARTENARIAT ECONOMIQUE	46
III.4.1 Les principaux clients.....	47
III.4.2 Les principaux fournisseurs	48
III. 5. L'EMPLOI DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.....	50
III. 5.1. L'emploi dans l'administration publique.....	50
III.5.2 Les effectifs par département	50
III.6 LES SALAIRES.....	51
III.6.1 La solde Permanente par administration.....	51
III.6.2. La masse salariale de la Main d'œuvre Non Permanente.....	52
III.7 SITUATION MONETAIRE.....	52
III.7.1 les principaux agrégats monétaires.....	53
III.7.1.1- La masse monétaire (M2)	53
III.7.1.2- Les ressources extra-monétaires	53
III.7.2-les contreparties de la masse monétaire	53
III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE.....	54
III.8.1 l'action sur la liquidité bancaire.....	55
III.8.2 la politique des taux d'intérêt	55
ANNEXE.....	57

RESUME EXECUTIF

L'économie mondiale s'est consolidée au troisième trimestre 2017, dans un contexte d'assouplissement des restrictions budgétaires, de maîtrise des tensions inflationnistes et de reprise des cours des matières premières. Cette accélération de la croissance a eu lieu sous l'effet d'une augmentation de l'investissement, du commerce et de la production industrielle et surtout, un regain de confiance des investisseurs et des consommateurs.

Ainsi, l'économie mondiale devrait atteindre un taux de croissance de 3,6% en 2017 et 3,7% en 2018. Néanmoins, parmi les pays émergents et en développement, bien qu'en nette amélioration, la situation des pays exportateurs nets de produits de base est demeurée fragile du fait des ajustements budgétaires prolongés suite à la baisse des recettes.

Au niveau national, on a noté la poursuite de l'amélioration des performances dans les principaux secteurs exportateurs à l'exception du pétrole et une situation très fragile voir morose pour les activités étroitement liées à la dépense publique.

Concernant le **secteur primaire**, des résultats positifs ont été enregistrés dans la production du manganèse qui a atteint 3 625 789 tonnes (en hausse de 49,4%), la production d'huile de palme brute qui s'est établie à 13 918 tonnes (+375,5%) et l'exploitation forestière (+15,4%). En revanche, on note une baisse de 7,2% de la production pétrolière, un repli de la production de fonds de tasse du caoutchouc naturel (-5,4%), du gaz naturel (-7,7%) et de viande (-2,7%).

Dans le **secteur secondaire**, l'activité des entreprises a eu une évolution mitigée, avec parmi les branches en hausse, l'industrie du bois (+16,2%), la production d'huile raffinée qui a atteint 6 455 tonnes (en hausse 143,5%), la production de savon qui a plafonné à 2 686 tonnes contre 668,3 tonnes sur la même période en 2016 (+301,9%), la production minière (+32,8%), la production de l'électricité et d'eau et celle de l'eau minérale.

Sont en recul, les BTP (-7,6%), le raffinage (-2,3%) suite à l'arrêt technique programmé, la production des boissons gazeuses et alcoolisées, de la chimie, de la seconde transformation des métaux ainsi que la production des matériaux de construction.

Dans l'ensemble, l'activité du **secteur tertiaire** a baissé. En effet, le commerce, les services rendus aux entreprises et la réparation mécanique ont affiché des contre-performances. Néanmoins, des activités comme le transport et télécommunication et l'hôtellerie ont fortement atténué cette tendance.

L'activité du **secteur bancaire** s'est caractérisée par une baisse de 10,5% des ressources collectées à 1 199 milliards de FCFA au terme des neuf premiers mois et un repli de 4,4% des crédits bruts distribués qui se sont élevés à 1 647 milliards de FCFA.

L'activité du **secteur assurance** a continué d'accuser une baisse de la production des deux branches confondues, avec un chiffre d'affaires, en recul de 21,1% à 55,86 milliards de FCFA en septembre 2017. Cette évolution s'explique, entre autres, par les difficultés de trésorerie des clients et l'environnement très concurrentiel.

Le taux **d'inflation**, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), a progressé de 3,3%, en hausse de deux (2) points par rapport à la même période en 2016. En glissement annuel (de septembre 2016 à septembre 2017), les prix ont augmenté de 2,8% contre 1,0% en 2016.

Au terme des neuf (9) premiers mois de l'année 2017, **le commerce extérieur** du Gabon s'est caractérisé par une hausse des exportations (+19,4%) et une baisse de la valeur des importations (-18,9%). En conséquence, la balance commerciale s'est établie à 1 006,4 milliards de FCFA contre 491,6 milliards de FCFA à fin septembre 2016, soit une hausse de 104,1%. Cependant, l'analyse trimestrielle indique que le solde de la balance commerciale connaît une tendance baissière au second et troisième trimestre par rapport à l'observé du premier trimestre 2017.

A fin septembre 2017, **l'emploi** dans le secteur public (hors collectivités locales) a légèrement baissé (-0,1%) pour se situer à 102 367 agents. Cette tendance baissière provient essentiellement du repli des effectifs de la fonction publique (- 0,2%) malgré une augmentation de 0,3% de ceux de la MONP. En revanche, **la masse salariale** du secteur public (hors collectivités locales) a enregistré une hausse de 1,3% (soit +6,8 milliards de FCFA par rapport à 2016), pour se situer à 513,412 milliards de FCFA. Cette hausse provient de la régularisation de la situation administrative de certains agents en attentes d'intégration, notamment dans des secteurs comme l'éducation.

Enfin, la **situation monétaire large** a été marquée par un repli de la masse monétaire (-13,3%), une forte contraction des avoirs extérieurs nets (-45,8%) et un relèvement du crédit intérieur net (+2,5%) tiré par une hausse des créances nettes sur l'Etat (+33,6%).

PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN SEPTEMBRE 2017

L'économie mondiale est fermement installée sur un sentier de croissance soutenue au regard des évolutions récentes. L'accélération de la croissance a été favorisée par un contexte de redressement des prix des matières premières dans de nombreux pays émergents, de maîtrise des tensions inflationnistes et des conditions financières favorables. Ainsi, les principaux facteurs de la reprise actuelle ont été l'augmentation de l'investissement, du commerce et de la production industrielle et surtout, un regain de confiance des investisseurs et des consommateurs.

La reprise semble présente dans l'ensemble de la Zone Euro, en Chine, au Japon et dans de nombreux pays émergents et en développement. Cependant, quelques risques subsistent, notamment dans les pays avancés, où l'inflation est restée encore trop faible et indique une sous-utilisation des capacités de production. Dans les pays émergents et en développement, bien qu'en nette amélioration, la situation des pays exportateurs nets de produits de base est demeurée fragile, du fait des ajustements budgétaires prolongés suite à la baisse des recettes.

Ainsi, l'économie mondiale devrait s'accélérer pour atteindre un taux de croissance de 3,6% en 2017 et 3,7% en 2018.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

Les perspectives des pays avancés se sont améliorées, aussi bien aux Etats-Unis, en raison de l'assouplissement de la politique budgétaire et d'un regain de confiance, qu'en Europe et au Japon sur la base d'un redressement cyclique de l'industrie manufacturière et du commerce à l'échelle mondiale. Ainsi, la croissance en hausse se situerait à 2,2% pour l'ensemble des pays avancés en 2017 et 2% en 2018.

Aux **États-Unis**, la croissance du PIB pourrait s'établir à 2,2% sous l'effet de l'embellie des exportations, qui ont progressé plus vite que les importations. Par ailleurs, la demande intérieure a été soutenue par la consommation et par l'investissement des entreprises.

Au **Japon**, le produit intérieur brut a progressé de 1,4% en rythme annuel, au troisième trimestre 2017 contre 2,6% au trimestre précédent. Cette amélioration a été soutenue par la bonne tenue de l'investissement et des exportations.

La croissance économique dans la **zone euro** est restée solide au troisième trimestre, avec un Produit intérieur brut (PIB) en hausse de 0,6% par rapport au trimestre précédent. En comparaison avec le troisième trimestre 2016, le PIB a enregistré une hausse de 2,5%. Cette amélioration de l'activité de la zone euro s'est accompagnée d'une réduction du taux de chômage qui est repassé sous la barre des 9,0%, pour atteindre 8,9%.

Au sein de cet ensemble, la croissance économique **allemande** s'est accélérée au troisième trimestre avec une progression du PIB de 0,8%, tirée par le commerce extérieur. Des impulsions positives sont venues entre autres du commerce extérieur, puisque les exportations ont crû plus fortement que les importations entre juillet et septembre. Les dépenses des ménages et celle des administrations sont restées au niveau de celles du deuxième trimestre, mais les investissements ont progressé, en particulier dans les équipements. Pour l'ensemble de l'année, le gouvernement allemand a nettement

relevé sa prévision de croissance du PIB à 2%. Sur la même période, le taux de chômage a atteint un creux inégalé depuis plusieurs années à 3,6%. La plus grande économie de la zone euro profite de l'embellie du commerce mondial et du renforcement des exportations qui stimulent sa base manufacturière.

L'économie **française** a progressé de 0,6% au troisième trimestre, après 0,6% au trimestre précédent. Les projections indiquent une croissance de 1,6% pour l'année en cours. La reprise soutenue de l'activité est liée à l'embellie de l'économie mondiale. Au plan interne, l'investissement des entreprises continue de progresser. De même, la consommation des ménages, tirée par les achats de vêtements et d'équipements, s'accélère. Si l'inflation reste relativement basse, le taux de chômage estimé à 9,7% à fin septembre, reste à un seuil préoccupant.

Au **Royaume-Uni**, la croissance du PIB s'est située à 0,4% au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre. Cet accroissement a reposé essentiellement sur la production manufacturière (+1%) et les services (+0,4%), dans un contexte de recul de la construction (-0,7%). Les perspectives de croissance à moyen terme sont très incertaines et dépendront en partie de la nouvelle relation économique avec l'Union européenne et de l'ampleur de l'augmentation des obstacles au commerce, aux migrations et aux activités financières internationales.

1.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

La croissance devrait s'accélérer vivement dans les pays émergents et en développement, pour atteindre 4,6% en 2017 et 4,9% 2018. L'accélération économique attendue en 2017 s'explique principalement par une croissance plus vigoureuse que prévue des pays exportateurs de produits de base, notamment le Brésil et la Russie, qui ont connu de sérieuses difficultés macroéconomiques pendant la période 2015-2016. Elle s'explique, d'autre part, par une révision à la hausse des projections de croissance, principalement en Chine et dans les pays émergents d'Europe.

En **Chine**, la croissance du PIB au troisième trimestre 2017 a été évaluée à 6,9% dans un contexte où l'accélération de la demande mondiale a profité aux exportations chinoises. De plus, on note au cours des trois derniers mois une reprise de la production industrielle, en raison notamment d'une hausse des dépenses d'investissement dans les infrastructures de l'État. Le niveau d'endettement demeure cependant une source d'inquiétude. En effet, l'endettement des secteurs public et privé a considérablement augmenté au cours des dix dernières années, et représente actuellement plus de 250% du PIB. Cette situation rend l'économie chinoise plus vulnérable à un choc exogène défavorable, d'autant plus qu'une part de plus en plus importante du crédit est allouée par le secteur bancaire parallèle.

Au sein des pays du **Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan**, les pays exportateurs de pétrole continuent d'améliorer leurs recettes budgétaires depuis le début de l'année, suite au relèvement des cours du pétrole induit par les mesures prises par les pays membres de l'OPEP. Mais, compte tenu des tensions et conflits géopolitiques que connaît la région, le taux de croissance économique de cet espace pourrait se limiter à 2,6% en 2017.

En **Afrique subsaharienne**, le contexte économique est marqué par le redressement de la production pétrolière, l'amélioration du commerce, la stabilisation des déficits budgétaires et un léger rebond des prix des produits de base. Dans ces conditions, les projections du PIB de la région indiquent une croissance de 2,6%. Le Nigéria et l'Afrique du Sud, les deux plus grandes économies du continent, enregistreraient respectivement des taux de croissance économique de 0,8% et 0,7%.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN SEPTEMBRE 2017

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin septembre 2017

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↓
Mines	
<i>Manganèse</i>	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↓
<i>Huile de palme brute</i>	↗
<i>Elevage</i>	↓
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production meunière et avicole</i>	↓
<i>Production sucrière (C.A)</i>	↓
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↓
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Industries du bois	
<i>Unités de sciages</i>	↗
<i>Unités de déroulage</i>	↗
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	↓
<i>Matériaux de construction</i>	↓
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↓
<i>Industrie minière</i>	↗
Raffinage	↓
Electricité et eau	↓
Bâtiment et Travaux publics	↓
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↓
<i>Ferroviaire</i>	↗

Télécommunications	
Commerce	
<i>Général structuré</i>	
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	
<i>Véhicules industriels</i>	
<i>Produits pétroliers</i>	
<i>Produits pharmaceutiques</i>	
Services	
Hôtellerie et restauration	

II.2 LES HYDROCARBURES

II.2.1 Le pétrole

La production pétrolière à fin septembre 2017 s'est située à 7,96 millions de tonnes (58,1 millions de barils), soit une contraction de près de 7,7% par rapport à fin septembre 2016. Cette baisse s'explique, entre autres, par le déclin naturel des champs, les difficultés techniques rencontrées par certains opérateurs, la grève du personnel et les exigences de l'OPEP relative à la réduction de l'offre mondiale de pétrole.

Il convient d'ajouter à ces éléments d'explication, la posture du laisser-faire adoptée par les opérateurs comme Shell et Total, dans l'attente de la finalisation des cessions d'actifs au profit de ASSALA et Pérenco, annoncées depuis des mois et qui n'ont eu lieu qu'en septembre 2017.



Les exportations ont suivi la même tendance, pour atteindre 7,23 millions de tonnes soit un repli de 7,3%. L'Asie est restée la principale destination du brut gabonais avec 73,6% des quantités exportées, suivie de l'Europe (12,05%) et des Caraïbes & Amériques latine (10,9%).

Parallèlement, la fermeté des cours observée en début d'année s'est poursuivie sur la période sous revue. Aussi, le prix moyen du Brent a progressé de 24,3% à 51,9 USD. Le prix moyen des bruts gabonais quant à lui a augmenté de manière plus forte de 29,9% à 50 USD traduisant une baisse de la décote appliquée.

Dans le même temps, le taux de change moyen du FCFA par rapport au dollar s'est légèrement apprécié de 0,4% à 590,42 FCFA contre 588,01 FCFA en 2016.

Evolution de l'activité pétrolière

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Production (en millions de tonnes)	2,67	2,688	2,598	8,617	7,959	-7,7%
Exportation (en millions de tonnes)	2,32	2,505	2,414	7,808	7,235	-7,3%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	53,78	49,83	52,08	41,77	51,90	24,3%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	51,26	47,83	50,91	38,48	50,00	29,9%
Taux de change (\$US/FCFA)	616,14	596,43	558,70	588,01	590,42	0,4%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.2.2 Le gaz naturel

A fin septembre 2017, la production de gaz naturel s'est contractée de 7,7% à 368,7 millions de m³ par rapport à la même période de l'année précédente. Pérenco, le leader de cette branche a contribué à plus de 94% à la production nationale sur cette période, soit près de 345 millions de m³. Les autres opérateurs, Total et Shell, ont des volumes de production encore modestes.

Le prix de vente moyen national a également reculé (-3,5%), pour se situer à 0,12 dollar le m³ par rapport à 2016.

Evolution de production du gaz naturel

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Production commercialisée (milliers de m3)	135 127	122 127	111 421	399 441	368 676	-7,7%
Prix de vente moyen national (USD/m3)	0,1251	0,1226	0,1215	0,1276	0,1231	-3,5%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.3 LE MANGANESE

Sur les 9 premiers mois de l'année, la production mondiale d'acier brute, principal débouché du manganèse, a augmenté de 5% par rapport à la même période de l'année précédente, soutenue par la croissance de la demande en Chine (+5%), en Europe (6%) et en Inde (+5%). Dans ce contexte, la production nationale s'est élevée à 3 625 789 tonnes, soit une hausse de 49,4%, tirée par la production de la Comilog (3,1 millions de tonnes) et des deux autres opérateurs (CICMHZ et Nouvelle Gabon Mining) absents du marché en 2016. Parallèlement, les exportations et les ventes ont augmenté respectivement de 49,7% et de 49,6%.

Le chiffre d'affaires de la filière a enregistré une forte progression de 149,5% pour se situer à 523,9 milliards de francs CFA contre 210 milliards en 2016.

En plus de l'augmentation de la production, la forte hausse du chiffre d'affaires s'explique par l'envolée des prix. En effet, les prix du minerai de manganèse CIF Chine 44% ont fortement progressé par rapport à 2016 pour se situer au-dessus de 6 USD/dmtu. Les prix moyens du minerai gabonais ont augmenté de 66,8% sur les neufs premiers mois par rapport à 2016.

Enfin, le regain d'activité dans le secteur a nécessité la mobilisation de personnels supplémentaires. Les nouvelles embauches réalisées essentiellement par les nouveaux opérateurs (dont CICMHZ qui a repris l'activité après plus d'un an de suspension) ont entraîné une hausse de 29,15% des effectifs à 1945 personnes. Cela a induit une masse salariale de 33,9 milliards de francs CFA en progression de 13,6%.

Evolution de l'activité de manganèse

(en tonnes)	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Production	874 048	1 376 640	1 375 101	2 426 285	3 625 789	49,4%
Exportations	1 109 838	1 304 307	1 323 178	2 496 272	3 737 323	49,7%
Ventes	1 090 412	1 312 430	1 324 147	2 491 755	3 726 989	49,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	151 489	180 339	192 136	210 005	523 965	149,5%
Effectifs	1 890	1 935	1 951	1 506	1 951	29,5%
Masse salariale	11 247	11 143	11 507	29 849	33 897	13,6%

Sources : Comilog, CICMHZ, Nouvelle Gabon Mining

II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE

Les performances industrielles de l'activité forestière se sont consolidées à fin septembre 2017. En effet, la production a augmenté de 15,4% pour atteindre 1 190 496 m³. Cette évolution est liée à l'exploitation de nouvelles surfaces forestières, au relèvement de la demande tant locale qu'internationale et à la révision de la législation quant à l'exploitation du bois de KEVAZINGO. On note en infra annuel que les volumes de production ont évolué de manière croissante au troisième trimestre atteignant 467 527 m³ contre 364 198 m³ au deuxième trimestre, soit une hausse de 28,3%.

Au cours de la même période, les achats de grumes et les ventes aux industries locales sont en hausse respectivement de 6% et de 23,4% pour se situer à 103 464 m³ et 437 853 m³. La bonne tenue de l'activité commerciale est liée au redressement de la production forestière et à la maîtrise des coûts de production. Cela a induit une baisse des prix au mètre cube (m³) sur le marché local, donc à un accroissement des achats et ventes.

Evolution de l'activité forestière

(en m3)	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Production	358 771	364 198	467 527	1 031 302	1 190 496	15,4%
Achats de grumes	31 352	40 472	31 639	97 632	103 464	6,0%
Ventes aux industries locales	136 162	138 365	163 326	354 706	437 853	23,4%

Sources: Dicb, Somiyab, Sfik, Hua Jia, Ceb, Tv Bg, Bsg, Gwi, Rfm, Sbl, Rougier, Cora Wood, Cbg, Trg, Mont Pélé Bois, Tbni, Seef, Geb, Ttib, Senchuan Timber et Tali Bois

II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

II.5.1 Le caoutchouc naturel

Après neuf mois d'activité, la filière de l'hévéaculture a maintenu la tendance baissière observée depuis le début de l'année. Ainsi, la production de caoutchouc humide en fond de tasse a reculé de 5,4% à 19 614,8 tonnes. Par contre, le volume du caoutchouc transformé en granulé de 50 kg s'est raffermie de 2,4% à 10 389,1 tonnes.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a cru de 63,3% à 11,6 milliards FCFA. Cette hausse a été induite par l'effet conjugué de la hausse des exportations (+13,2%) et de la bonne tenue des prix du caoutchouc naturel sur le marché international. En effet, le prix moyen du caoutchouc gabonais a progressé de 59,5% sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à 2016.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Productions						
Caoutchouc humide (en tonnes)	5 547,1	6 816,4	7 251,3	20 740,0	19 614,8	-5,4%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	3 348,7	3 586,1	3 454,3	10 149,0	10 389,1	2,4%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	4 128,6	3 265,6	3 447,1	9 573,0	10 841,3	13,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 879,6	3 816,2	2 962,0	7 137,0	11 657,7	63,3%
Effectifs	203	203	200	196	200	2,0%
Masse salariale	349,5	384,8	381,8	975,4	1 116,1	14,4%

Source : Siat Gabon

II.5.2 L'huile de palme brute

L'activité de la filière palmier à huile a enregistré de bonnes performances agricoles et commerciales, suite à la mise en exploitation des plantations d'Awala et Mouila. Ainsi, la production des régimes de palme a atteint 63 442 tonnes sur les neufs premiers mois. La production de l'huile rouge a atteint 13 918 tonnes contre 2927,3 tonnes en 2016, en hausse de 375,5% et la production d'huile palmiste s'est élevée à 711 tonnes.

II.5.3 L'élevage bovin

A fin septembre 2017, le ranch SIAT Nyanga a enregistré une hausse de 8,9% de son cheptel, soit 5 485 têtes contre 5 035 têtes à la même période en 2016. Cette performance résulte d'une politique préventive des épidémies qui a permis de minimiser le nombre de décès des bêtes. De plus, l'introduction progressive des jeunes dans le troupeau a contribué à améliorer l'effectif du cheptel.

Sur le plan commercial, la société a mis sur le marché un volume de 54872 KG de viande, pour un chiffre d'affaires de 239 millions FCFA en baisse de 3,5%. Cette évolution s'explique par la diminution du nombre de bêtes mises à l'abattage, en raison de la jeunesse du cheptel.

Evolution de l'élevage bovin

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Effectif du cheptel	5 531	5 514	5 485	5 035	5 485	8,9%
Vente de viande (en kg)	17 830	19 108	17 934	56 422	54 872	-2,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	71	87	81	248	239	-3,5%
Effectif	22	21	18	23	18	-21,7%
Masse salariale	46	30	0	93	76	-18,2%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.6 LES AGRO-INDUSTRIES

II.6.1 La minoterie et l'aviculture

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2017, l'activité de la branche de l'industrie meunière et avicole a globalement reculé. En effet, la production de farine a baissé de 7% à 49 992 tonnes. De même, la production des issues s'est contractée de 44,7%. On observe toutefois une progression de 10,2% des aliments pour bétails. Cette tendance haussière a également concerné la production des œufs (+7,3%). En définitive, le chiffre d'affaires s'est replié de 1,9% au cours de la période.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Productions						
Farine (en tonnes)	13 885	15 299	15 781	53 779	49 992	-7,4%
Issues (en tonnes)	1 490	0	0	15 475	8 858	-44,7%
Aliments pour bétail (en tonnes)	6 969	7 336	7 590	22 019	24282	10,3%
Œufs (en milliers d'unités)	10 675	10 045	11 142	33 490	35939	7,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	6 886	7 326	7 765	25 049	24576	-1,9%
Effectifs	188	144	143	216	143	-33,8%
Masse salariale	695	719	534	1 968	1 948	-1,0%

Source : Smag

II.6.2 Le sucre

La branche de la raffinerie de sucre a été marquée par des résultats contrastés au cours des neuf premiers mois de 2017. En effet, sur le plan agroindustriel, la production de granulé de sucre de 50 kg s'est établie à 20 154 tonnes, soit un repli de 4,9% par rapport aux réalisations cumulées à fin septembre 2016. En revanche, la transformation de sucre en morceaux et autres présentations a augmenté de 34,88%. La maîtrise du nouvel outil et l'arrivée d'un nouveau technicien au second trimestre expliquent cette hausse.

Sur le plan commercial, la baisse de 2,7% des ventes a induit un chiffre d'affaires de près de 14,7 milliards de F CFA, en diminution de 2,1% par rapport à la même période de l'année précédente.

Evolution de l'activité sucrière

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Production totale (en tonnes)	0	2 925	17 228	21 187	20 154	-4,9%
Importation (en tonnes)	1 150	3 204	1 144	4 902	5 498	12,2%
Total du sucre transformé (en tonnes)	5 483	4 975	5 909	7 501	16 368	118,2%
Sucre (en morceaux)	3 256	2 665	3 484	7 501	9 405	25,4%
Autres (doses+granulés+sachets 1 kg)	2 227	2 311	2 425	0	6 963	-
Ventes (en tonnes)	8 097	8 243	7 463	24 468	23 803	-2,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 982	5 082	4 620	15 000	14 684	-2,1%
Effectifs	357	292	288	385	288	-25,2%
Masse salariale	920	1 509	818	3 214	3 247	1,0%

Source : Sucaf

II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées

A fin septembre 2017, l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées a été morose. En effet, la production totale a baissé de 4,2% pour s'établir à environ 2,04 millions d'hectolitres, en liaison avec la baisse de la demande domestique. Cela a induit un chiffre d'affaires de 115,6 milliards de FCFA, en baisse de 7,4%.

L'activité a utilisé un effectif de 1035 personnes contre 990 personnes en 2016, soit une hausse de 4,5% générant une masse salariale de 10 milliards de FCFA contre 9,677 milliards en 2016.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Productions (en hectolitres)	710 106	671 443	656 997	2 127 306	2 038 547	-4,2%
Bières	403 167	399 785	422 025	1 236 606	1 224 978	-0,9%
Boissons gazeuses	282 937	252 325	209 503	819 168	744 766	-9,1%
Vins	11 893	10 029	11 714	35 894	33 636	-6,3%
Divers	12 109	9 304	13 755	35 638	35 168	-1,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	39 215	38 527	37 858	124 806	115 600	-7,4%
Effectifs	1 035	1 045	1 035	990	1 035	4,5%
Masse salariale	3 340	3 467	3 253	9 677	10 059	3,9%

Sources : Sobraga, Sovingab

II.6.4 L'eau minérale

La production de l'eau minérale s'est établie à 719526 hectolitres à fin septembre 2017, soit une hausse de 22,2% par rapport à la même période de l'année 2016. Cette embellie est due à l'effet conjugué de l'amélioration de l'outil de production et de la consolidation de la demande locale. En conséquence, le chiffre d'affaires a augmenté de 5,8% à 11,5 milliards de F CFA.

De même, les effectifs ont progressé de 9% pour atteindre 73 personnes, contre 67 personnes en 2016, pour une masse salariale de 633 millions de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Production d'eau (en hectolitres)	272 964	265 719	180 843	588 909	719 526	22,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 930	4 041	3 577	10 918	11 548	5,8%
Effectifs	69	73	73	67	73	9,0%
Masse salariale	208	230	194	583	633	8,6%

Sources : Soboleco, Sobraga

II.6.5 Les huiles et corps gras

La branche des huiles et corps gras a enregistré de bons résultats au cours des neufs premiers mois en 2017. En effet, toutes les productions ont enregistré une croissance exponentielle. Ainsi, la production d'huile raffinée s'est située à 6 455 contre 2650 tonnes, soit une augmentation de 143,5%. De même, les quantités produites de savon ont été de 2 686 tonnes sur les neufs premiers mois, contre 668,3 tonnes sur la même période en 2016, soit une hausse de 301,9%.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a fortement augmenté pour se situer à près de 7 milliards de FCFA contre 3,06 milliards de FCFA en septembre, sous l'effet de la fermeté de la demande locale.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Productions (en tonnes)						
Huile rouge	4 338,0	4 627,0	4 953,0	2 927,3*	13 918,0	375,5%
Huile raffinée	1 568,0	2 448,0	2 439,0	2 650,6	6 455,0	143,5%
Huile palmiste	181,0	241,0	316,0	147,1*	738,0	401,8%
Savons	830,0	877,0	979,0	668,3	2 686,0	301,9%
Ventes locales (en tonnes)	2 176,0	3 150,0	2 925,0	2 011,7	8 251,0	310,2%
Huile rouge (brute)	41,0	75,0	42,0	-	158,0	-
Oléine (huile raffinée)	1 441,0	2 266,0	2 079,0	1 603,7*	5 786,0	260,8%
Savons	694,0	809,0	804,0	408,0*	2 307,0	465,5%
Exportations (en tonnes)	-	-	-	-	-	-
Huile Brute	-	-	-	-	-	-
Huile palmiste	-	-	-	-	-	-
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 825,8	2 670,0	2 494,0	3 067,3	6 990,0	127,9%
Effectifs	83	84	85	153*	85	-44,4%
Masse salariale	212,0	216,0	221,0	551,3*	649,0	17,7%

Sources : SIAT, Olam Palm Gabon

II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS

Les industries du bois ont enregistré des résultats positifs à fin septembre 2017. En effet, sur le plan industriel, la production a augmenté de 16% pour atteindre 585 010 m³, en raison d'un meilleur approvisionnement en grumes. Aussi, sur le plan commercial, les ventes locales ont progressé de 43% à 40428 m³ contre 28271 tonnes sur la même période en 2016. De même, les exportations ont légèrement augmenté de 2,6% pour se situer à 451499 m³, en liaison avec la baisse des ventes à l'international du placage et des contreplaqués, malgré la hausse des exportations de bois scié.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(en m ³)	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Production	207 064	196 236	181 710	503 287	585 010	16,2%
Ventes locales	16 938	9 198	14 292	28 271	40 428	43,0%
Exportations	152 100	155 989	143 409	440 163	451 499	2,6%

Sources: DICB, échantillon des industries du bois

II.7.1 Les unités de sciage

Les performances industrielle et commerciale des unités de sciage se consolidées sur la période d'analyse. En effet, la production a connu une hausse de 22,3% pour se chiffrer à 361006 m³. Cette embellie résulte d'un approvisionnement plus régulier des unités de transformation en grumes. De même, les exportations ont progressé de 13,2% pour atteindre 298199 m³ en raison de la demande soutenue du marché des bois tropicaux. Parallèlement, les ventes locales ont reculé de 6,3% pour se situer à 22177 m³, plombées par la concurrence exercée par les opérateurs du secteur informel.

Evolution de l'activité de sciage

(en m ³)	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Production	117 582	120 182	123 241	295 142	361 006	22,3%
Ventes locales	8 362	6 694	7 121	23 671	22 177	-6,3%
Exportations	94 756	98 799	104 644	263 315	298 199	13,2%

Sources: DICB, Cora Wood, Sitrab, Hua Jia, Bso, Somivab, Ifeg, Super Bois, Tbnl, Bsg, Rfm, Ceb, Tüb, Rougier, Safor, Tali Bois, Cbg, Bordamur, Trg, Egg, MPB, Sbl, Gwi, Hua Sen, Akachi, Senchuan Timber, Remerink GI, Cdg, Linli, Sysbg et Geb

II.7.2 Les unités de déroulage

- **Le placage**

Le segment placage a enregistré des résultats industriels et commerciaux mitigés à fin septembre 2017. En effet, la production est passée de 175129 m³ à 185879 m³, soit une hausse de 6,1% durant la période sous revue. Cette situation s'explique par une reprise des consommations des ménages et des entreprises. Au cours de la même période, les exportations ont régressé de 13,3% pour atteindre 125774 m³, consécutivement à la faiblesse de la demande des clients asiatiques et européens.

Evolution de l'activité de placage

(en m ³)	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Production	76 064	62 797	47 018	175 129	185 879	6,1%
Ventes locales	6 781	808	5 371	19	12 960	-
Exportations	47 978	47 932	29 864	145 019	125 774	-13,3%

Sources: Cora Wood, Thébault-Transbois, Tgi, Cema Gabon, Pdg, Cpbg, Seef, Evergreen et Sysbg.

- **Le contreplaqué**

L'industrie du contreplaqué a enregistré une amélioration continue de son activité qui s'est traduite par un accroissement de 15,5% de la production. Sur le plan commercial, les ventes locales ont suivi une tendance similaire (+15,5%) en raison, de l'affermissement des commandes. Cependant, les exportations ont régressé de 13,52%.

Evolution de l'activité de contreplaqué

(en m ³)	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Production	13 418	13 257	11 451	33 015	38 125	15,5%
Ventes locales	1 795	1 695	1 801	4 581	5 291	15,5%
Exportations	9 366	9 258	8 902	31 830	27 526	-13,5%

Sources: Cora Wood, Seef, Rougier, Rimbunan.

II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1 La chimie

- *Les peintures*

La production a baissé de 15,8% à 2 878,4 tonnes à fin septembre 2017, en raison d'une conjoncture difficile, notamment la baisse du carnet de commandes des clients industriels. En conséquence, le chiffre d'affaires a chuté de 13,8% pour s'établir à 5,47 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des peintures

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Production (en tonnes)	929,0	896,7	1 052,7	3 420,5	2 878,4	-15,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 828,2	1 656,7	1 988,6	6 351,3	5 473,5	-13,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	366,7	220,5	222,0	611,2	809,2	32,4%
Effectifs (en nombre)	84	83	83	74	83	12,2%

Sources : GPL, Chimie Gabon

- *Les lubrifiants*

Après neuf mois d'activité en 2017, la branche des lubrifiants a affiché une production de 2 158 tonnes, en recul de 10,2% du fait de la morosité économique et la concurrence des produits importés. Pour sa part, l'activité des emballages a fortement augmenté à 169 153 unités.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a baissé de 15,5% à environ 2,8 milliards de FCFA. De plus, dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de conservation d'emplois et d'allègement des dépenses, les effectifs sont demeurés stables à 38 employés, pour une masse salariale de 241,2 millions de FCFA.

Evolution de l'activité des lubrifiants

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Productions						
Lubrifiants (en tonnes)	619	526	1 013	2 402	2 158	-10,2%
Emballages (en unités)	63 522	36 567	69 064	46 168	169 153	266,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	812	704	1 264	3 290	2 779	-15,5%
Effectifs (nombre d'agents)	38	38	38	38	38	0,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	89	73	80	300	241	-19,7%

Source : PIZOLUB

- *Les gaz industriels*

A fin septembre 2017, la production des gaz a été évaluée à 608 221 m³, matérialisant un accroissement de 39,2% grâce à l'amélioration des process et la maintenance des puits. Pourtant, sur le plan des performances commerciales, le chiffre d'affaires a été en repli de 6,8% à 1,85 milliard de FCFA comparativement à la même période de l'année dernière. Cette contreperformance est

attribuable à l'absence de contrats liés aux nouveaux projets. La contraction des effectifs de 21,1% du fait des départs a entraîné une diminution de la masse salariale de 19,1%.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Productions (en m ³)	231 614	160 978	215 629	436 882	608 221	39,2%
Oxygène	103 788	53 531	60 241	132 949	217 560	63,6%
Azote gazeux	6 156	3 714	9 111	55 387	18 981	-65,7%
Azote liquide	113 263	96 673	139 565	231 089	349 501	51,2%
Acétylène	8 407	7 060	6 712	17 457	22 179	27,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	650	551	649	1 986	1 850	-6,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	138	141	140	518	419	-19,1%
Effectifs (nombre d'agents)	45	45	45	57	45	-21,1%

Source : Air Liquide Gabon (GABOA)

II.8.2 Les matériaux de construction

La production de ciment a été évaluée à 250 058 tonnes à fin septembre 2017, enregistrant de fait un recul de 5,7% suite à l'arrêt de l'usine de CIMGABON et dans un contexte de forte concurrence des ciments importés, notamment de Chine. De même, les ventes se sont établies à 245 530 tonnes, en baisse de 5,5%. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a-t-il diminué de 9,9% pour s'établir à 18,18 milliards de FCFA.

Néanmoins, on note une forte progression du volume produit au troisième trimestre par rapport au second, qui traduit les premiers effets de la mesure d'interdiction des importations initiée par le gouvernement au mois de juillet 2017, visant à accompagner l'industrie locale.

Evolution de l'activité des « matériaux de construction »

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Productions (en tonnes)						
Clinker	0	0	0	0	0	-
Ciments	71 952	59 635	118 471	265 249	250 058	-5,7%
Agrégats	0	0	0	0	0	-
Ventes de ciment (en tonnes)	73 067	59 406	113 057	259 941	245 530	-5,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 360	4 361	8 461	20 179	18 183	-9,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	521	195	263	1 892	979	-48,3%
Effectifs	141	140	145	156	145	-7,1%

Source : CIMAF

II.8.3 La seconde transformation des métaux

La production globale de la seconde transformation des métaux a fléchi de 9%, pour se situer à 3 050,1 tonnes. Corrélativement, le chiffre d'affaires a baissé de 15,5% à 4 milliards de FCFA, en liaison avec la mévente des tôles et la fermeture de l'atelier des fers à bétons. La masse salariale a chuté de 26,8% sous l'effet de la diminution des effectifs (-8,6%).

La seconde transformation des métaux

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Production de tôles (en tonnes)	528,7	373,1	483,3	1 524,2	1 385,2	-41,8%
Alga (articles de ménage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Tôles minces	277,7	90,2	228,5	573,2	596,4	4,0%
Tôles épaisses	251,0	283,0	254,8	951,0	788,8	-17,1%
Fer à béton	647,7	739,5	277,7	1 827,9	1 665,0	-8,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 385,2	1 273,9	1 342,9	4 734,8	4 002,0	-15,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	129,7	210,3	190,4	418,1	530,3	26,8%
Effectifs (en nombre d'agents)	53	54	53	58	53	-8,6%

Source : SOTRALGA

II.8.4 L'industrie minière

L'activité de transformation de manganèse au Complexe Métallurgique de Moanda (CMM), a enregistré de bonnes performances. En effet, la production totale a augmenté de 32,8% à 19 838 tonnes. Le Silico-manganèse a atteint 15 541 tonnes, soit 39,5% de hausse. La production du manganèse métal quant à elle a évolué de 13% pour atteindre 4297 tonnes.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse (CMM)

(en tonnes)	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Production totale	6 749	7 464	5 625	14 942	19 838	32,8%
Silico-manganèse	5 139	6 486	3 916	11 139	15 541	39,5%
Manganèse métal	1 610	978	1 709	3 803	4 297	13,0%

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.9 LE RAFFINAGE

La raffinerie a enregistré des résultats mitigés suite à l'arrêt de fonctionnement de l'usine programmé pour durer du 15 septembre au 15 octobre 2017, dans le cadre de l'entretien quinquennal de l'outil de production. Durant cette période, le pétrole était en stockage et le carburant utilisé provenait du Nigéria. Ainsi, le volume de brut traité a baissé de 2,3% à 740 146 tonnes métriques.

Sur le plan commercial, en dehors de la vente du RAT qui s'est bien comportée sur le marché extérieur, les ventes locales se sont fortement contractées. Cette baisse a impacté négativement le chiffre d'affaires intérieur qui a reculé de 12,7% à 122,3 milliards de FCFA. Toutefois, le chiffre d'affaires global s'est apprécié de 9% pour s'établir à 206,2 milliards de FCFA, en liaison avec la

forte progression du chiffre d'affaires à l'export tiré par les ventes du kérosène et de Résidu atmosphérique.

Evolution de l'activité de raffinage

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
TOTAL DU BRUT TRAITE	246 184	277 147	216 814	757 372	740 146	-2,3%
Compte propre (tonnes métriques)	246 184	277 147	216 814	757 372	740 146	-2,3%
IMPORTATIONS DE PRODUITS PETROLIERS (TM)	47 111	14 733	79 896	178 696	141 740	-20,7%
Butane (TM)	10 180	7 446	8 960	25 579	26 586	3,9%
Essence (TM)	15 209	7 287	15 539	16 258	38 035	133,9%
Kérosène (TM)	12 205	0	5 014	10 967	17 219	57,0%
Gasoil (TM)	9 517	0	50 383	125 892	59 900	-52,4%
VENTES DE SOGARA						
Butane (TM)	11 833	9 840	4 775	31 895	26 448	-17,1%
Super (m ³)	6 359	24 461	11 307	78 633	42 128	-46,4%
Super Export (m ³)	0	0	0	0	0	-
Pétrole lampant (m ³)	3 825	7 105	9 026	25 611	19 956	-22,1%
Turbine fuel 1 (m ³)	4 258	4 885	7 148	43 046	16 290	-62,2%
Turbine fuel 1 Export (m ³)	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Gas-oil Moteur(m ³)	120 790	108 656	80 193	378 172	309 639	-18,1%
Gas-oil moteur export (m ³)	0	0	0	0	0	-
Fuel-oil 380 TM	0	0	0	0	0	-
Kérosène (tm)	4 461	5 512	5 425	0	15 398	-
Bitume (TM)	0	0	0	0	0	-
Naphta export (tm)	0	0	0	0	0	-
Résidu atmosphérique export (tm)	124 465	182 751	119 989	420 327	427 205	1,6%
CHIFFRE D'AFFAIRES (millions FCFA)	72 903	80 881	52 501	189 205	206 285	9,0%
Chiffre d'affaires intérieur	46 362	45 952	30 065	140 157	122 379	-12,7%
Chiffre d'affaires export	26 542	34 929	22 436	49 048	83 907	71,1%

Source : Sogara

II.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

II.10.1 L'électricité

La branche électricité a été marquée par une légère hausse (+0,2%) de sa production nette, grâce notamment aux achats d'électricité auprès de la société de patrimoine, afin de renforcer la production propre de la SEEG. Cependant, le chiffre d'affaires a reculé de 5,5% consécutivement à la baisse des volumes de consommations facturés des ménages et des clients industriels.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Production nette (en GWh)	611,6	613,1	530,2	1 751,1	1 754,9	0,2%
Production nette SEEG	495,9	525,2	453,2	1 485,8	1 474,3	-0,8%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	115,7	87,9	77,0	265,3	280,6	5,8%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	441,7	452,8	385,0	1 359,4	1 279,5	-5,9%
Volumes facturés MT hors cession	157,8	163,9	136,7	460,8	458,4	-0,5%
Volumes facturés BT hors cession	283,9	288,9	248,3	898,6	821,1	-8,6%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	41 572	43 457	37 924	130 042	122 953	-5,5%
CA MT hors cession	12 515	13 056	11 269	37 007	36 840	-0,5%
CA BT hors cession	29 057	30 401	26 655	93 035	86 113	-7,4%
Prix du KWh MT (en FCFA)	79,3	79,9	82,5	80,3	80,4	0,1%
Prix du KWh BT (en FCFA)	102,3	105,2	107,4	103,5	104,9	1,3%

Sources : Seeg, Société de Patrimoine

II.10.2 L'eau

La production de l'eau potable s'est appréciée de 1% à 88,08 millions de m³ à fin septembre 2017, en lien avec le renforcement des réseaux de distribution. Toutefois, les ventes hors cession ont régressé (-8,3%) pour se situer à près de 47,5 millions de m³. De même, le chiffre d'affaires a reculé de 17,4% en rapport avec la baisse considérable du prix moyen sur un an.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m ³)	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Production nette	29 660	30 090	28 330	87 240	88 080	1,0%
Ventes hors cession	16 350	16 880	14 240	51 770	47 470	-8,3%
CA hors cession (en millions de FCFA)	5 030	6 406	5 259	20 209	16 695	-17,4%
Prix moyen du m ³ (en FCFA)	307,6	379,9	369,3	390,4	351,7	-9,9%

Source: SEEG

II.11 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

La situation dans la branche BTP s'est détériorée à fin septembre 2017. En effet, la production vendue a baissé de 7,6% en dépit de la poursuite de certains chantiers de construction des infrastructures routières (PK5-PK12 et Port-Gentil Omboué). Le chiffre d'affaires s'est ainsi établi à environ 127,17 milliards de FCFA contre 137,6 milliards sur la même période en 2016. Par ailleurs, la baisse d'activité a conduit à la cessation d'activité de certaines structures et la mise au chômage d'un nombre important d'employés, occasionnant une baisse de 14,6% des effectifs.

Evolution des activités du secteur BTP

	2017			Neuf premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Production (en millions de FCFA), dont :	44 593	42 255	38 282	137 646	127 168	-7,6%
Bâtiment et Génie civil	39 329	34 790	35 578	120 893	111 735	-7,6%
Lignes d'eau, d'électricité, de téléphone	5 264	7 465	2 704	16 753	15 432	-7,9%
Effectifs (nombre d'agents)	2 889	2 706	2 649	3 080	2 639	-14,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	5 680	6 834	3 836	17 958	20 539	14,4%

Sources: Socoba EDTPL, Colas Gabon, Acciona, CRBC, Seteg, Ete, Bouygues, Sogacer, HTPG, Nuez et fils, Conduril, LBTPG, CSCEC, Soco TP, CGPR.

II.12 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.12.1 Le transport aérien

La tendance baissière observée au niveau du transport aérien depuis le début de l'année s'est poursuivie jusqu'à fin septembre 2017. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont fléchi de 8% à 15052 vols contre 16362 à fin septembre 2016. Cette contreperformance est attribuable au réseau domestique, avec l'arrêt momentané d'Afric-Aviation et la fermeture d'Allegiance.

Le nombre de passagers transportés a suivi la même tendance (-3,2%), plombé par le manque de dynamisme du réseau domestique. En revanche, les mouvements du réseau international ont progressé de 2,2%. Parallèlement, le Volume de fret a fléchi de 13,5% à 8979 tonnes de marchandises transportées en 2017.

Evolution de l'activité du transport aérien

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Mouvements Avions Commerciaux	5 688	4 868	4 496	16 362	15 052	-8,0%
- Réseau domestique	2 680	2 042	1 885	8 102	6 607	-18,5%
- Réseau international	3 008	2 826	2 611	8 260	8 445	2,2%
Passagers	208 075	190 015	225 074	643 886	623 164	-3,2%
- Réseau domestique	55 345	48 191	43 608	177 932	147 144	-17,3%
- Réseau international	118 517	113 641	149 635	366 929	381 793	4,1%
- Transit	34 213	28 183	31 831	99 025	94 227	-4,8%
Volume du fret (en tonnes)	3 102	3 105	2 772	10 386	8 979	-13,5%
- Réseau domestique	179	132	127	625	438	-30,0%
- Réseau international	2 923	2 974	2 645	9 761	8 542	-12,5%

Source: ADL

II.12.2 Le transport ferroviaire

L'évolution des principaux indicateurs l'activité ferroviaire fait apparaître une embellie continue depuis le début de l'année. En effet, le volume global de marchandises acheminées par rails a progressé de 49,6% pour s'établir à 4 508966 millions de tonnes, contre 3 014192 millions de tonnes à la même période en 2016. Cela, grâce notamment au regain d'activité dans les secteurs mines et bois et le transport des produits pétroliers.

Parallèlement, suite à l'amélioration de la régularité des trains voyageurs, le nombre de passagers transportés a connu une hausse de 19,8%. En conséquence, le chiffre d'affaires induit par les différentes prestations s'est situé à 50,2 milliards de FCFA à fin septembre 2017, contre 40,4 milliards de FCFA en 2016, soit une amélioration de 24,3%.

On note globalement une hausse continue des performances sur les différents segments (transport de bois, de manganèse, de marchandise et de produits pétroliers) entre le premier, le deuxième et le troisième. Ces évolutions traduisent à la fois la conséquence des améliorations apportées sur la qualité de service de la voie ferrée et les difficultés rencontrées sur certains tronçons routiers.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Nombre de passagers	57 248	72 087	111 932	201 354	241 267	19,8%
Volume global des marchandises (en T)	1 439 049	1 495 667	1 574 250	3 014 192	4 508 966	49,6%
Grumes	81 928	97 234	119 587	277 635	298 749	7,6%
Bois débités	16 962	17 253	9 949	27 779	44 164	59,0%
Manganèse	1 195 327	1 289 356	1 295 991	2 423 436	3 780 674	56,0%
Produits C2M	8 069	12 230	7 689	21 227	27 988	31,9%
Produits pétroliers	13 937	16 041	19 093	37 340	49 071	31,4%
Autres marchandises	122 826	63 553	121 941	226 775	308 320	36,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	14 772	16 674	18 765	40 410	50 212	24,3%

Source: SETRAG

II.13 LES TELECOMMUNICATIONS

Le secteur des télécommunications a enregistré un relèvement (+12,2%) du nombre d'abonnés au téléphone filaire, soit 20 659 abonnés. De même, le nombre d'abonnés à internet GSM a progressé de 44,8% à 1724161 abonnés. Enfin, le nombre d'abonnés ADSL a suivi la même tendance, passant de 12 128 abonnés en 2016 à 15 335 en 2017, soit une hausse de 26,4%. Cependant le nombre d'abonnés au mobile a reculé de 1,6% à 2 889 614 abonnés en 2017.

Dans un contexte de concurrence et de baisse des tarifs liée au déploiement de la fibre optique, le chiffre d'affaires des opérateurs s'est replié de 5,6% à 162,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des télécommunications

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	55 596	53 199	53 612	172,0	162,4	-5,6%
Nombre d'abonnés au mobile (milliers)	2 867,2	2 932,4	2 903,6	2 936,3	2 889,6	-1,6%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	19,3	19,6	20,6	18,4	20,7	12,2%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	2 886,5	2 952,0	2 924,2	2 954,8	2 910,3	-1,5%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM (milliers)	1 638,0	1 702,3	1 737,4	1 190,7	1 724,2	44,8%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit (milliers)	13,9	14,1	15,2	12,1	15,3	26,4%

Sources : Gabon-Télécom-Moov, AIRTEL Gabon et Azur Gabon

II.14 LE COMMERCE

II.14.1 Le commerce général structuré

L'activité du commerce général structuré s'est contractée au cours des neuf premiers de 2017, subissant les contrecoups de la morosité économique global consécutive à la faiblesse des cours du pétrole. Le chiffre d'affaires s'est ainsi contracté de 8,9% à 250,5 milliards FCFA contre 274,8 milliards en 2016.

On note également qu'entre le deuxième et le troisième, le chiffre d'affaires du commerce général structuré a enregistré un recul de 16,5%, passant de 88,6 milliards à 73,9 milliards de FCFA.

Evolution du commerce général structuré

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	88	88,6	73,9	274,8	250,5	-8,9%

Sources : Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé Gabon, Bernabé Gabon, Bati-Plus, Centre Affaire, Mbolo, San, Sipagel

II.14.2 Le commerce des véhicules neufs

• **Véhicules utilitaires**

Les ventes des véhicules neufs ont chuté de 34%, soit 1651 véhicules vendus en 2017 contre 2500 en 2016. Cette contreperformance s'explique par le contexte économique actuel toujours marqué par la baisse des ressources de l'Etat, la réduction des budgets des entreprises et la perte de pouvoir d'achat des ménages.

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Nombre de véhicules vendus	528	580	543	2 500	1651	-34%

Source : URAI (Union des représentants des automobiles industriels)

• **Véhicules industriels**

Au cours de la période sous revue, le commerce des véhicules industriels a affiché un chiffre d'affaires de 20,50 milliards de FCFA en 2017 contre 16,17 milliards de francs CFA en 2016, soit une augmentation de 26,8%. Cette performance est consécutive à un politique marketing mise en œuvre par Tractafric Equipement en termes de prix et de recouvrement des créances.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	4,54	10,41	5,55	16,17	20,5	26,8%

Source : Tractafric Equipement

II.14.3 Le commerce des produits pétroliers

Les ventes cumulées à fin septembre 2017 se sont chiffrées à 474 581 tonnes métriques contre 489 392 tonnes métriques en 2016. Elles ont ainsi baissé suite à la réduction de la consommation des clients industriels.

En infra annuel, le volume vendu des produits pétroliers a augmenté de 2,6% entre le second et le troisième trimestre, tiré par les ventes de gasoil et de Kérosène.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Volumes vendus (en tonnes métriques)	156 559	156 975	161 047	489 392	474 581	-3,0%
<i>dont Gasoil</i>	108 338	110 903	112 855	338 076	332 096	-1,8%
<i>Supercarburant</i>	20 294	20 447	20 068	60 435	60 809	0,6%
<i>Kérosène</i>	9 173	7 066	7 953	33 870	24 192	-28,6%

Source : GPP (Groupement Professionnel Pétrolier)

II.14.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a légèrement reculé de 1,6% pour s'établir à 44,43 milliards de FCFA en glissement annuel. Cette contreperformance est due à la morosité du climat économique qui touche tous les secteurs d'activités.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	16,15	14,34	13,94	45,14	44,43	-1,6%

Sources : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.15 LES AUTRES SERVICES

Les activités des autres services ont régressé de 3,2% pour s'établir à 67,9 milliards de FCFA.

II.15.1 Les services rendus aux entreprises

L'activité de la branche des services rendus aux entreprises s'est détériorée avec notamment un chiffre d'affaires en repli de 23,2%. Les facteurs explicatifs sont la crise économique, l'absence de liquidité et le paiement insuffisant de la dette intérieure.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	6 315	5 042	4 427	20 554	15 785	-23,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	2 194	1 766	2 063	5 939	6 023	1,4%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	388	313	345	337	345	2,4%

Sources : Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte juridique et fiscal, FEAG, GBM, PWC, PWC Tax & Legal, CIS, CFAO Technologies, Bureau Veritas Gabon

II.15.2 Les services rendus aux particuliers

La branche des services rendus aux particuliers a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires de 2,5%, pour se situer à 35,738 milliards. Cette embellie est attribuable à l'élargissement de la gamme des produits offerts par la société des jeux et loisirs, mais également à la bonne tenue des activités médicales et des maisons de pompes funèbres.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	12 376	9 019	14 343	34 882	35 738	2,5%

Sources : Gesparc, Pmug, SGJL, SGCL, Franstel, Evénements, Casepga, Gabosep, SAAF la colombe, Cabinet de groupe des médecins, Médical Optique, Labo color.

II.15.3 Les services immobiliers

L'observé conjoncturel à fin septembre 2017 fait ressortir un regain dans l'activité de la branche des services immobiliers. En effet, malgré un contexte économique difficile, le chiffre d'affaires a évolué de 3,1% pour se situer à 2,1 milliards de FCFA. Cette performance est corrélée à l'apurement des arriérés issus de la location, de la stabilité de la gestion et de la fidélisation de la clientèle.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	645	633	793	2 007	2 072	3,1%

Sources : Agences N°1, AIL, Alliance, SNI, SCI Equateur III, BICP

II.15.4 Les services de réparation mécanique

La branche de services de mécanique générale a enregistré un chiffre d'affaires de 13 milliards de FCFA à fin septembre 2017, soit un accroissement de 2,1%. Cette performance a été induite par la bonne tenue des ventes de pièces détachées et par la suspension de la mesure sur l'importation des huiles (décision prise par le gouvernement il y a plus de 6 mois).

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 047	4 605	4 357	12 738	13 009	2,13%

Sources: ECIG, PEA, BIG, GSA

II.16 L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

La branche de l'hôtellerie a maintenu des améliorations observées depuis le 1^{er} trimestre 2017. Aussi, les fréquentations en classe internationale ont-elles augmenté de 12,6%, plus rapidement que le prix moyen d'une chambre (+1,5%) qui a atteint 96 611,74 FCFA. En revanche le taux d'occupation a perdu 1,31% en relation avec l'évolution de la capacité d'accueil. De fait, le chiffre d'affaires, soutenu par le développement de l'événementiel, a progressé de 30,2% pour se situer à 14,04 milliards FCFA.

Evolution de l'activité hôtelière :

	2017			Neufs premiers mois		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 818	6 434	3 788	10 783	14 040	30,2%
Chambres occupées (en nombre)	34854	28 180	29 288	81 959	92 322	12,6%
Taux d'occupation (en %)	52,96	64,29	55,53	56,84	55,53	-1,31
Prix Moyen/chambre (FCFA)	148757	98104,67	96 611,74	96 168,5	96 611,74	1,5%

Sources : Radisson Blu, Park Inn, Rê- Ndama, Hôtel Boulevard

II.17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.17.1 l'analyse bilancielle

Au 30 septembre 2017, le total agrégé des bilans des dix banques en activité s'est établi à 2194 milliards de FCFA. Il a régressé de 7,2% comparativement à la même période de l'année précédente, en relation avec la baisse des dépôts collectés (-10,3% à 1 830,5 milliards de FCFA).

Evolution de la situation bilancielle (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	30/09/2015	30/09/2016	30/09/2017	2017/2016
DEPOTS DE LA CLIENTELE	2136,4	2041,7	1830,5	-10,3%
Crédits bruts	1684,4	1722,5	1647	-4,4%
Créances en souffrance	142,7	186,6	226,1	21,2%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	67,9	91,5	114,7	25,4%
CREDITS NETS	1616,4	1631	1532,3	-6,1%
CAPITAUX PERMANENTS	292,2	319,3	323,2	1,2%
VALEURS IMMOBILISEES	157,5	173,8	221,6	27,5%
AUTRES POSTES NETS	64,8	2,3	40,3	-
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	709,4	558,5	440,1	-21,2%
TOTAL DU BILAN	2483,3	2363,4	2194,0	-7,2%

Sources : Banques / DGEPEF

II.17.2 Les opérations avec la clientèle

II.17.2.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais ont enregistré une baisse au cours de la période sous revue. En effet, les ressources à vue ont diminué de 10,5% à 1 199 milliards de FCFA au troisième trimestre 2017, en liaison avec de la baisse des dépôts publics (-6,3%) et des dépôts privés (-10,1%). La part de ces ressources dans le total des dépôts collectés est restée quasi stable (65,5% au troisième trimestre 2017 contre 65,6% un an auparavant).

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) ont reculé de 10,4% à près de 555 milliards de FCFA en septembre 2017 contre 619 milliards de FCFA une année auparavant. Elles ont ainsi représenté 30,3% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de comptes (en millions de FCFA)

Types de comptes	30/09/2015	30/09/2016	30/09/2017	2017/2016
Comptes à vue	1 251 067	1 339 506	1 198 812	-10,5%
Compte à terme	740 739	600 088	536 305	-10,6%
Comptes de dépôts à régime spécial	19 041	19 294	18 374	-4,8%
Autres comptes	58 266	73 925	63 486	-14,1%
Dettes rattachées	9 220	8 916	13 543	51,9%
TOTAL DES DEPOTS	2 126 376	2 041 729	1 830 520	-10,3%

Sources : Banques / DGEPPF

Les dépôts publics ont fléchi de 6,3% à 280,3 milliards de FCFA au troisième trimestre 2017. Ils ont représenté 15,3% du total des dépôts en septembre 2017 contre 14,7% en septembre 2016.

Au troisième trimestre 2017, les dépôts des entreprises publiques ont baissé de 17,4% pour s'établir à 27 milliards de FCFA, représentant 1,5% des dépôts collectés. Par ailleurs, les dépôts du secteur privé se sont contractés de 10,1% à 1 41,5 milliards de FCFA à fin septembre 2017. Ils ont représenté 77,1% du total des dépôts contre 76,9% l'année précédente.

Evolution des dépôts par type de déposants (en millions de FCFA)

Dépôts de la clientèle	30/09/2015	30/09/2016	30/09/2017	2017/2016
Dépôts publics	292 447	299 314	280 340	-6,3%
Dépôts des entreprises publiques	68 421	32 533	26 883	-17,4%
Dépôts privés	1 609 158	1 569 777	1 411 455	-10,1%
dépôts des non résidents	40 824	57 264	34 806	-39,2%
dépôts non ventilés	115 529	82 841	77 029	-7,0%
TOTAL DES DEPOTS	2 126 376	2 041 729	1 830 520	-10,3%

Sources : Banques / DGEPPF

II.17.2.2 Les crédits distribués

Au troisième trimestre 2017, les crédits bruts distribués ont enregistré un amenuisement de 4,4% à 1 647 milliards de FCFA contre 1 723 milliards de FCFA un an auparavant.

Les crédits octroyés au secteur privé ont décliné de 6,5% à 1 024 milliards de FCFA en septembre 2017. Ils ont représenté 62,2% du total des crédits contre 63,6% en septembre 2016.

Les crédits aux administrations publiques se sont raffermis de 1,1% à 511 milliards de FCFA à fin septembre 2017. Ceux-ci ont représenté 31% de l'ensemble des crédits bruts distribués.

Par ailleurs, les crédits consentis aux entreprises publiques, représentant 1,8% de l'ensemble des crédits bruts, ont baissé de 29,6% à 29,5 milliards de FCFA en septembre 2017.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en millions de FCFA)

Crédits distribués	30/09/2015	30/09/2016	30/09/2017	2017/2016
Crédits à l'Etat	407 779	505 057	510 805	1,1%
Crédits aux entreprises publiques	58 739	41 894	29 495	-29,6%
Crédits au secteur privé	1 156 179	1 095 125	1 023 934	-6,5%
Crédits aux non-résidents	48 822	57 501	59 387	3,3%
Autres créances	12 854	20 409	18 865	-7,6%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 684 374	1 722 516	1 647 041	-4,4%

Sources : Banques / DGEPF

II.18 LA MICROFINANCE

L'activité d'intermédiation des établissements de microfinance (EMF) a enregistré des résultats en baisse au cours des neuf premiers mois de l'année 2017. Toutefois, en dehors de la configuration du secteur, les données ci-dessous n'intègrent pas Alpha-Finances, structure nouvellement installée, ainsi que CFEC et CECAG, en pleine restructuration.

II.18.1 La configuration du secteur

Au 30 septembre 2017, suite au retrait d'agrément des EMF Gamifi et Excillis-Finance, l'offre de services financiers de proximité est assurée par 14 EMF (comme en septembre 2015), dont cinq (5) coopératives d'épargne et de crédit et neuf (9) sociétés anonymes.

Structure du secteur

Indicateurs	Septembre 2016	Septembre 2017	Var. en %
Nombre d'EMF	14	14	0
Nombre d'agences	61	66	8

Sources : EMF/Cellule Microfinance

Cette répartition consacre toujours, le contrôle du secteur par les sociétés anonymes, qui collectent l'épargne et octroient des crédits.

II.18.2 La couverture géographique et la clientèle des EMF

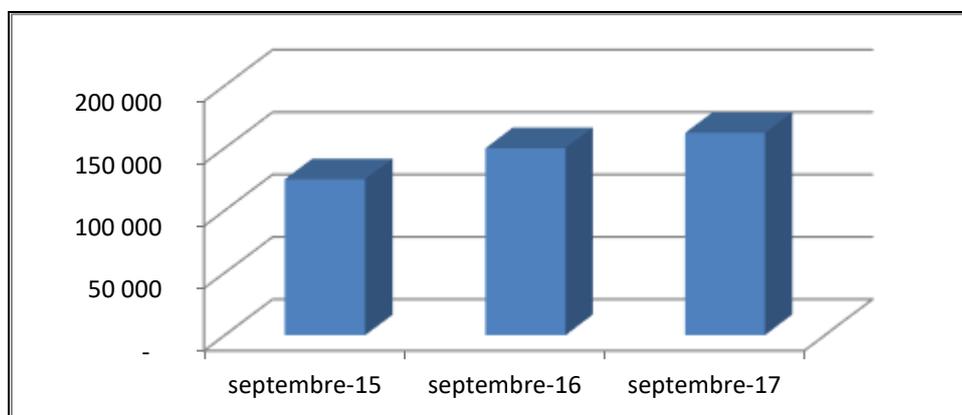
Le nombre d'agences et points de vente est passé de 61 à 66, soit 5 agences nouvellement créées. Cette évolution traduit la volonté des opérateurs de se rapprocher des populations cibles. Toutefois, les activités sont majoritairement concentrées à Libreville (47 agences).

Evolution des usagers et des effectifs

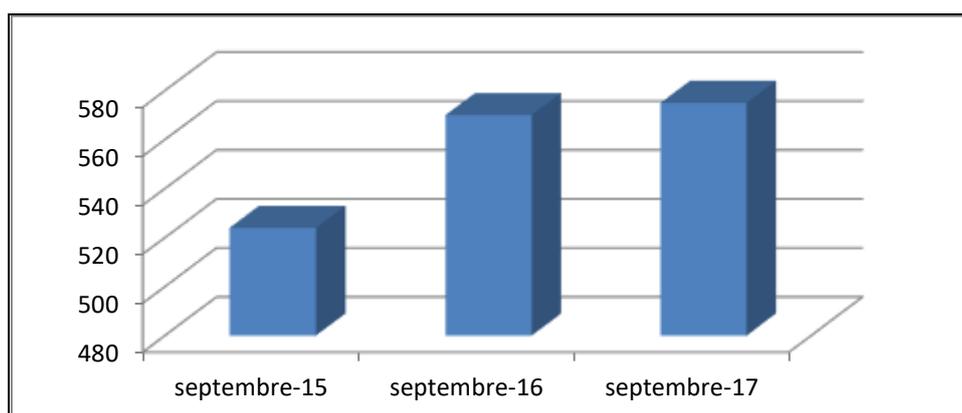
	Septembre 2016	Septembre 2017	Var. en %
Usagers	149 889	162 144	8,2
Effectifs	570	575	0,9

Source : EMF/Cellule Microfinance

Bien que le nombre d'EMF agréés soit resté stable, le nombre de clients ayant eu recours aux services des EMF a augmenté de 8,2% durant la période, passant de 149 889 clients en septembre 2016 à 162144 en septembre 2017. Cette « clientèle » provient à 88% des EMF FINAM, LOXIA, Express-Union et EDG.



L'effectif du secteur a augmenté de 0,87% pour atteindre 575 salariés en septembre 2017.



II.18.3 Capitaux propres et intermédiation financière

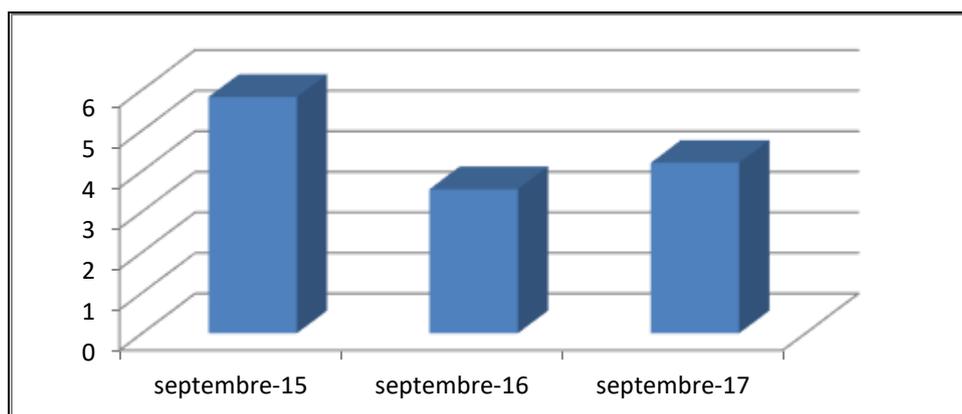
Evolution des ressources et des emplois en milliards de fcfa

	<i>Septembre 2016</i>	<i>Septembre 2017</i>	<i>Variation en %</i>
Fonds propres	3,55	4,2	18,3
Encours de dépôts	35,60	34,60	-2,8
Encours de crédits	29,94	29,20	-2,5

Source : EMF/Cellule Microfinance

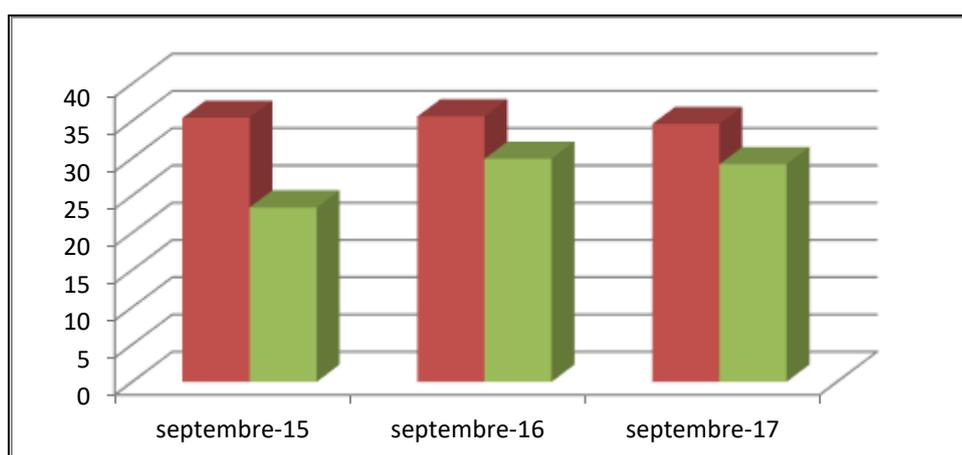
Les fonds propres

Avec la poursuite de l'assainissement du secteur, les établissements de microfinance ont renforcé leurs capitaux propres. Ils se sont chiffrés à 4,2 milliards de FCFA au 30 septembre 2017 contre 3,55 milliards de FCFA en 2016, soit une hausse de 18,3%.



Les activités d'intermédiation financière

Au 30 septembre 2017, l'encours des dépôts s'est élevé à 34,60 milliards de FCFA, en régression de 2,8% par rapport à septembre 2016. Ce repli est consécutif aux retraits en masse effectués par la clientèle, suite à la crise de confiance née dans certains EMF.



L'encours des crédits du secteur est en recul de 2,5% par rapport au niveau atteint en septembre 2016. Il s'est chiffré à 29,20 milliards de francs de FCFA contre 29,94 milliards de francs de FCFA en 2016.

La structure des taux d'intérêts est restée identique sur 9 mois et cela, malgré une concurrence vive. Ils oscillent entre 1,5% et 7% par mois pour les intérêts débiteurs (14% l'an pour les fonctionnaires) et entre 4% et 7% par an pour les intérêts créditeurs.

II.19 LE SECTEUR ASSURANCE

L'activité du secteur assurance a poursuivi sa baisse sur les 9 premiers mois, toutes branches confondues. Cette tendance s'est traduite au niveau du chiffre d'affaires par un repli de -21,1% à 55,86 milliards de FCFA en septembre 2017. Cette évolution s'explique, entre autres, par les difficultés de trésorerie des clients et l'environnement très concurrentiel. Il est à noter toutefois que la production a enregistré une hausse de 8,8% par rapport à juin 2017.

Evolution du chiffre d'affaires du secteur Assurance des neuf premiers mois 2016 et 2017

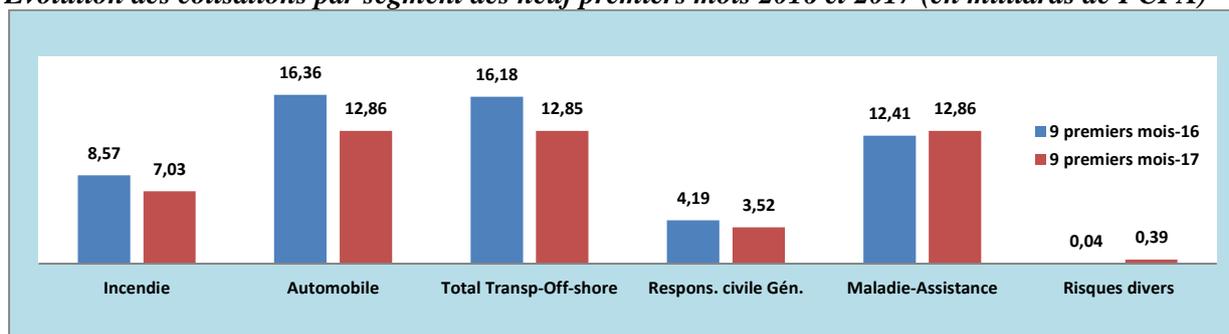
(en milliards de FCFA)	9 Premiers mois			Répartition du C.A par branche en 2017
	Sept-2016	Sept-2017*	Sept-2017/Sept-2016	
Non Vie	58,07	46,92	-19,2%	84%
Vie	12,70	8,94	-29,6%	16%
Total	70,77	55,86	-21,1%	100%

Sources : Compagnies d'assurances, exceptée « Assinco », données non disponibles ; 2017* = prévisions

II.19.1 La Branche Non Vie

Les émissions de cette branche ont régressé de -19,2 % pour s'établir à 46,92 milliards de FCFA à fin septembre 2017. Le recul de l'encaissement de primes est imputable exclusivement aux produits à rendements garantis qui ont marqué des replis, notamment Total Transports-Off-shore (-20,6% à 12,85 milliards), l'Automobile (-21,4% à 12,86 milliards), l'assurance Maladie-Assistance(-12,5% à 10,86 milliards) et l'Incendie (-18% à 7,03 milliards). Toutefois, les émissions ont augmenté de 12,84% comparativement à juin 2017. Cette branche englobe 84% du total des émissions du secteur.

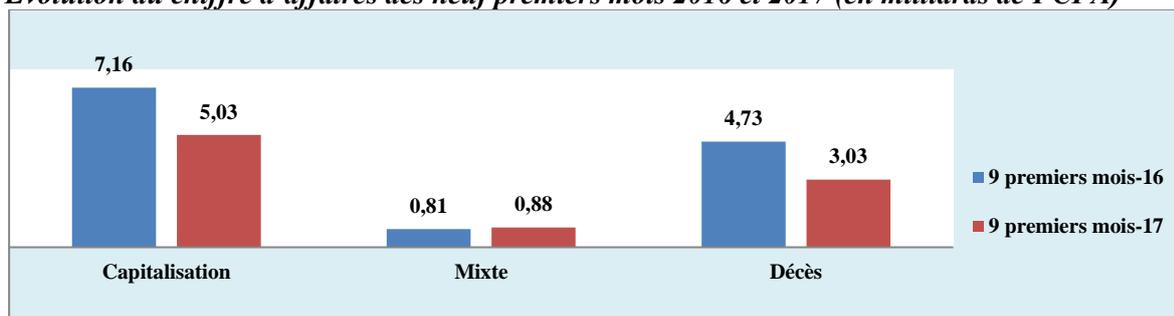
Evolution des cotisations par segment des neuf premiers mois 2016 et 2017 (en milliards de FCFA)



II.19.2 La Branche Vie et Capitalisation

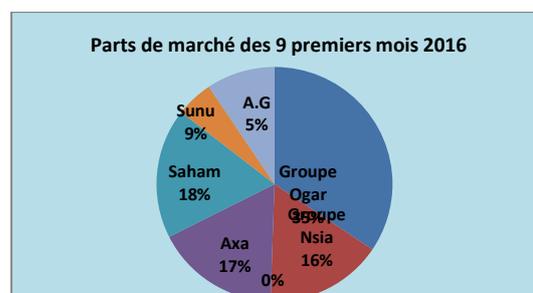
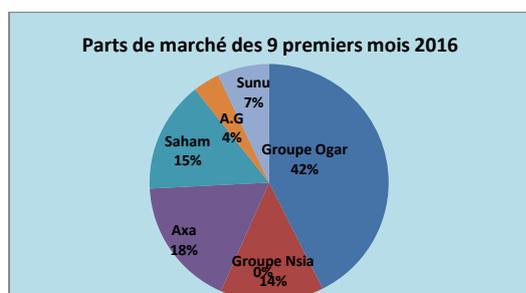
Sur les neuf premiers mois 2017, la branche Vie a enregistré un tassement de son activité, avec un chiffre d'affaires en baisse de 29,6% à 8,94 milliards de FCFA contre 12,70 milliards à la même période en 2016. Le recul a affecté les produits « Capitalisation et Décès » qui ont affiché des évolutions respectives de -29,8% à 5,03 milliards et de -35,9% à 3,03 milliards. Il est important de noter que le volume des primes a décliné de 8,6% par rapport en juin 2017. Cette branche représente 16% du total des primes du secteur.

Evolution du chiffre d'affaires des neuf premiers mois 2016 et 2017 (en milliards de FCFA)



II.19.3 La Répartition des parts de marché par compagnie

Les groupes OGAR, NSIA et les Sociétés SAHAM, AXA) se répartissent l'essentiel des primes. Leur part de marché représente 85,5% du chiffre d'affaires du secteur.



Les Commissions versées aux courtiers

Le montant total des commissions versées aux intermédiaires d'assurance s'est établi à 8,31 milliards de FCFA, en baisse de 14,9% en septembre 2017. Cette évolution fait suite à la faiblesse du nombre de nouveaux contrats. Comparativement à juin 2017, ce montant a progressé de 41,8%. Les commissions versées pour le compte des activités Non Vie ont régressé de 17,1% à 6,65 milliards en septembre 2017. Dans le même temps, les commissions versées en assurance Vie ont reculé de 4,6% à 1,66 milliards de FCFA.

Les sinistres réglés

La charge totale des sinistres réglés a fléchi de 16,4% à 19,05 milliards de FCFA en septembre 2017 contre 22,79 milliards à la même période en 2016. Le montant global des sinistres réglés a chuté de 46,2% par rapport à juin 2017.

La branche Non Vie représente 84% des sinistres payés du secteur. Ceux-ci ont diminué de 3,5% à 15,95 milliards de FCFA en septembre 2017, suite aux contre-performances des produits, « Automobile » (3% à 3,12 milliards) et « Incendie » (1,93 milliard contre 897 millions). Parallèlement, la branche Vie, qui représente 16% de la charge totale, s'est contractée de 50,6% à 3,09 milliards de FCFA en septembre 2017.

II.20 SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

A fin septembre 2017, trois établissements financiers ont été recensés au Gabon, à savoir : Alios Finance Gabon, Finatra et Bici-Bail Gabon. Ces trois établissements ont pour principales activités le crédit automobile, le crédit-bail et le crédit d'équipement.

II.20.1 Les ressources

Les ressources des établissements financiers se sont établies à 42,5 milliards de FCFA contre 81,9 milliards de FCFA au troisième trimestre 2017, soit une chute de 48,1%. Cette situation résulte

essentiellement de la baisse conjuguée des dettes bancaires (-58,9% à 25,2 milliards de FCFA) et des capitaux propres (-15,6% à 17,3 milliards de FCFA) au cours de la période sous revue.

Evolution des ressources au troisième trimestre 2017 (en milliards de FCFA)

	3 ^e trimestre 2016	3 ^e trimestre 2017	Var 2017/2016
Capitaux propres	20,5	17,3	-15,6%
Dettes bancaires	61,3	25,2	-58,9%
Ressources	81,9	42,5	-48,1%

Source : établissements financiers

II.20.2 Les emplois

Les emplois ont régressé de 22,5% à 70,9 milliards de FCFA, suite essentiellement à la baisse simultanée des opérations à moyen terme (-48,1% à 11,2 milliards de FCFA) et des crédits-bails (-14,2% à 59,0 milliards de FCFA contre 68,8 milliards un an auparavant).

Evolution des emplois au troisième trimestre 2017 (en milliards de FCFA)

	3 ^e trimestre 2016	3 ^e trimestre 2017	Var 2017/2016
Crédits à court terme	1,1	0,8	-27,3%
Crédits à moyen terme	21,6	11,2	-48,1%
Crédits à long terme	0,0	0,0	0,0%
Crédits-bails	68,8	59,0	-14,2%
Total	91,5	70,9	-22,5%

Source : établissements financiers

II.20.3 Investissements et créances impayées

Au troisième trimestre 2017, les investissements et les titres de participation sont restés stables, respectivement à 1,4 milliard de FCFA et 300 millions de FCFA. Toutefois, on note une hausse des créances impayées de 2,5% à 29,2 milliards de FCFA en septembre 2017.

Evolution des emplois au troisième trimestre 2017

Indicateurs (en milliards de FCFA)	3 ^e trimestre 2016	3 ^e trimestre 2017	Var 2017/2016
Investissements	1,4	1,4	0,0%
Titre de participation	0,3	0,3	0,0%
Créances impayées	28,5	29,2	2,5%

Source : établissements financiers

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU TROISIEME TRIMESTRE 2017

III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION

Les tensions inflationnistes enregistrées aux premier et second trimestre se sont poursuivies au troisième trimestre 2017. En effet, sur les neuf premiers mois de l'année 2017, le taux d'inflation, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), a progressé de 3,3%, en hausse de deux (2) points par rapport à la même période en 2016. En glissement annuel (de septembre 2016 à septembre 2017), les prix ont connu une augmentation de 2,8% contre 1,0% en 2016.

Les pressions inflationnistes se sont davantage observées sur les fonctions suivantes : « Logement, eau, gaz, électricité » (+12,6%) ; « Transport » (+4,4%) et « Enseignement » (+5,2%).

La hausse substantielle des prix de logement s'explique par les perturbations dans la distribution d'eau, depuis le mois de juillet 2017 dans certains quartiers de Libreville.

Quant au renchérissement des prix du transport, il est essentiellement attribuable à la baisse de l'offre et à la hausse des prix à la pompe des produits pétroliers (en moyenne, le litre de gasoil est fixé à 510 FCFA à fin septembre 2017 contre 465 FCFA à fin septembre 2016, soit +9,7% et le litre d'essence est passé de 536 à 572 FCFA, soit +6,7%).

Les prix dans l'enseignement ont augmenté de 5,2%. Cette hausse est due aux augmentations des frais d'inscriptions dans les établissements primaires et secondaires du public ainsi qu'au supérieur par rapport à la même période en 2016. Par ailleurs, en glissement annuel, on note une forte hausse des prix de 34,5% dans l'enseignement.

Néanmoins, les prix des produits alimentaires se sont stabilisés à fin septembre 2017. Cette situation s'explique principalement par le maintien des mesures gouvernementales liées à la vie chère et au renforcement des activités de contrôle des prix en dépit d'un relèvement des cours internationaux des produits de base (indice FAO).

Dans le même temps, les prix des légumes et tubercules ont baissé de 3,1% à fin 2017. Cette évolution s'explique par une augmentation de l'offre sur le marché.

En revanche, les prix des produits importés, pains & céréales, lait-fromage-œufs et Huiles & graisse ont augmenté, respectivement de 0,4%, 1,2% et 3,1% en moyenne annuelle, en raison de l'inflation importée.

De plus, la baisse des prix des Communications (-1,8%) en 2017 contre -27,4% en 2016, est liée aux effets positifs du développement de la fibre optique.

En définitive, la tendance inflationniste observée sur les neuf (9) premiers mois de l'année devrait se confirmer à fin décembre 2017. Le taux d'inflation pourrait se situer en moyenne annuelle, au-dessus de la norme communautaire de stabilité des prix pour l'année 2017.

Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (Janvier - septembre 2017)

Regroupements	Pond	2017			Janvier-Septembre				Glissement (%)
		T1	T2	T3	2016 (1)	2017 (2)	Variation (2)/(1) (%)		
							2016	2017	
INDICE GLOBAL	10000	132,5	133,6	134,1	129,2	133,4	1,3	3,3	2,8
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	138,7	139,5	139,7	139,3	139,3	-0,1	0,0	-2,3
<i>Pains et céréales</i>	673	128,4	129,6	129,4	128,6	129,1	1,8	0,4	0,3
<i>Viandes</i>	720	133,3	135,0	133,7	135,5	134,0	-0,6	-1,1	-0,7
<i>Poissons et fruits de mer</i>	446	188,4	187,8	185,2	184,9	187,1	1,1	1,2	-3,3
<i>Lait, fromage et œufs</i>	243	124,5	126,5	128,1	124,8	126,4	-1,0	1,2	2,5
<i>Huiles et graisses</i>	183	130,0	130,0	133,6	127,3	131,2	-7,4	3,1	4,6
<i>Légumes et tubercules</i>	534	147,5	144,6	149,2	151,9	147,1	-0,1	-3,1	-11,6
Boissons alcoolisées et tabac	185	123,6	126,7	126,1	122,1	125,4	3,2	2,7	3,1
Articles d'habillement et chaussures	794	137,4	137,9	137,8	135,7	137,7	-0,7	1,5	1,0
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	138,3	140,1	140,9	124,2	139,8	-2,0	12,6	13,0
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	122,6	123,2	123,8	122,8	123,2	4,6	0,3	1,1
Santé	357	99,7	100,8	102,0	99,5	100,8	-2,5	1,3	2,0
Transports	990	147,6	148,7	149,1	142,2	148,5	10,7	4,4	3,8
Communications	355	59,5	62,4	62,4	62,5	61,4	-27,4	-1,8	4,9
Loisirs et cultures	503	120,9	120,8	121,4	122,4	121,0	3,3	-1,1	-3,1
Enseignement	170	113,2	113,2	126,2	111,7	117,5	4,8	5,2	34,5
Restaurants et hôtels	466	129,8	131,2	129,1	130,0	130,0	3,8	0,0	-1,3
Biens et services divers	275	145,5	147,7	147,4	143,4	146,9	34,2	2,4	1,7

Sources: DGS/DGEPE

III.2.LA DETTE PUBLIQUE

L'analyse conjoncturelle de la dette publique s'articule principalement autour de trois (3) axes : le règlement, les tirages et le stock de la dette. Au terme des neuf (9) premiers mois de l'année 2017, la situation de la dette publique s'est caractérisée par une hausse des règlements, des décaissements et du stock de la dette.

III.2.1 L'évolution du règlement de la dette

A fin septembre 2017, l'Etat Gabonais a continué à honorer ses engagements. Le règlement cumulé de la dette publique s'est établi à 288,7 milliards de FCFA dont 46,8 milliards d'arriérés. Par rapport

à la même période en 2016, le volume des règlements est en hausse de 22,4% suite à l'accroissement des paiements de la dette intérieure, nonobstant le repli des règlements de la dette extérieure.

La diminution du règlement de la dette extérieure de 2,6% à 125,0 milliards de FCFA, s'explique principalement par la baisse du paiement de la dette bilatérale. Le règlement de la dette extérieure tient compte d'un paiement d'arriérés à hauteur de 35,3 milliards de FCFA, soit 5,5 milliards au profit des créanciers bilatéraux, 26,9 milliards pour les créanciers commerciaux et 2,9 milliards aux bailleurs de fonds multilatéraux. Le règlement de la dette extérieure a été consacré essentiellement au paiement de la dette envers les marchés financiers (33,9%) et la dette commerciale (35,5%).

L'augmentation du paiement de la dette intérieure de 52,1% à 163,7 milliards de FCFA, est consécutive à l'accroissement du règlement dans l'ensemble des composantes. Ce montant intègre 11,4 milliards de FCFA d'arriérés, soit 7,3 milliards sur le moratoire et 4,1 milliards au titre des divers intérieurs. Le paiement de la dette intérieure a concerné, essentiellement, le règlement de la dette envers le marché financier régional, celui de la dette bancaire et du moratoire, respectivement 38,7%, 32,0% et 24,9% de l'enveloppe consacrée à la dette intérieure.

Evolution du règlement de la dette publique

(En milliards de FCFA)	Fin septembre		Variations (%)
	2016	2017	
Dette extérieure	128,3	125,0	-2,6%
Multilatérale	10,6	28,2	166,0%
Bilatérale	29,7	10,0	-66,3%
Commerciale	45,1	44,4	-1,6%
Marchés financiers	42,9	42,4	-1,2%
Dette intérieure	107,6	163,7	52,1%
Bancaire	51,6	52,4	1,6%
Moratoire	24,0	40,7	69,6%
Divers	4,0	7,2	80,0%
Marché financier régional	28,0	63,4	126,4%
Total	235,9	288,7	22,4%

Source : Direction Générale de la Dette

III.2.2 L'évolution des tirages sur financements

De janvier à septembre 2017, l'Etat gabonais a bénéficié aussi bien des décaissements sur emprunts extérieurs que des décaissements sur emprunts intérieurs. Ces décaissements se sont établis à 354,6 milliards de FCFA, enregistrant un accroissement de 35,3% par rapport à leur niveau de septembre 2016. Cette augmentation résulte principalement de l'accroissement significatif des tirages multilatéraux et de la levée de fonds sur les marchés financiers internationaux.

Evolution des tirages sur financements

(En milliards de FCFA)	Fin septembre		Variations (%)
	2016	2017	
Extérieure	121,9	346,6	184,3%
Multilatéraux	7,3	211,6	-
Bilatéraux	24,9	2,6	-89,6%
Commerciaux	89,7	19,9	-77,8%
Marchés financiers	-	112,5	-
Intérieure	140,2	8,0	-94,3%
Marché financier régional	140,2	8,0	-94,3%
Total	262,1	354,6	35,3%

Source : Direction Générale de la Dette

Les tirages auprès des bailleurs de fonds multilatéraux ont représenté 59,7% de l'enveloppe globale. Ils proviennent de la Banque Africaine de Développement (BAD), du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

Au titre de l'appui budgétaire, la BAD et le FMI ont décaissé respectivement 131,191 milliards de FCFA et 58,028 milliards de FCFA. Les tirages auprès de la BDEAC d'un montant de 17,073 milliards de FCFA, ont été affectés au financement des travaux du tronçon routier « PK 5 – PK 12 ». La BIRD a décaissé 4,604 milliards de FCFA en appui aux projets « Promotion de l'Investissement et de la Compétitivité », « Dorsale de Télécommunication phase II », « E-Gabon », « Appui à l'Employabilité des Jeunes » et « Renforcement des Structures de Base en Milieu Rural ». Une enveloppe de 0,736 milliard de FCFA a été mise à disposition par le FIDA pour le projet de « Développement Agricole et Rural ».

Les décaissements auprès des bailleurs de fonds bilatéraux n'ont représenté que 0,7% du total des tirages. Ils ont été mobilisés auprès de l'Agence Française de Développement (AFD) pour les projets « Assainissement de la ville de Port-Gentil », « Développement et Investissement Agricole », le projet « Bassins versant de Gué-Gué » et la « Réhabilitation du Transgabonais ».

La part des tirages effectués auprès des bailleurs de fonds commerciaux a été de 5,6% du montant global. Les tirages auprès des marchés financiers internationaux ont représenté 31,7% de l'enveloppe globale des tirages effectués sur les neuf premiers mois de 2017. Ils ont été mobilisés dans le cadre de l'Eurobond 2025. Cette levée de fonds a pour objectif d'apurer le reliquat dû au titre du paiement de la première obligation émise en 2007. Les décaissements auprès du marché financier régional ont représenté 2,3% du montant total. Ils n'ont concerné que des Obligations du Trésor Assimilables.

III.2.3 L'évolution du stock de la dette publique

Au cours des neuf (9) premiers mois de l'année 2017, l'encours de la dette publique du Gabon a augmenté de 27,2% à 4 153,2 milliards de FCFA. Bien que les deux composantes (extérieure et

intérieure) aient augmenté, cette évolution est essentiellement imputable à l'accroissement du stock de la dette intérieure.

L'augmentation de la dette extérieure (+10,6%) s'explique par la hausse des engagements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux, commerciaux et des marchés financiers, nonobstant la légère diminution de ceux auprès des créanciers bilatéraux.

La hausse de la dette intérieure (+156,4%) provient exclusivement de la dette bancaire et de l'accroissement du moratoire.

Ainsi, la structure du portefeuille de la dette publique est composée de 76,9% de la dette extérieure et de 23,1% de la dette intérieure contre 88,6% de dette extérieure et 11,4% de dette intérieure à la même période en 2016.

Evolution du stock de la dette publique

(En milliards de FCFA)	Fin septembre		Variations (%)
	2016	2017	
Dette extérieure	2890,8	3195,8	10,6%
Multilatérale	363,5	543,1	49,4%
Bilatérale	712,2	685,9	-3,7%
Commerciale	540,0	644,2	19,3%
Marchés financiers	1275,1	1322,6	3,7%
Dette intérieure	373,4	957,4	156,4%
Bancaire	-	366,8	-
Moratoire	62,3	320,0	413,6%
Divers	35,7	15,4	-56,9%
Marché financier régional	275,4	255,2	-7,3%
Total	3264,2	4153,2	27,2%

Source : Direction Générale de la Dette

III.3. LE COMMERCE EXTERIEUR

Au terme des neuf (9) premiers mois de l'année 2017, le solde de la balance des biens du Gabon s'est fortement consolidé. Cette nette amélioration est consécutive aussi bien à la hausse des exportations (+19,4%) qu'à la baisse de la valeur des importations (-18,9%) sur la période. En effet, le solde de la balance cumulé s'est établi à 1 006,4 milliards de FCFA contre 491,6 milliards de FCFA à fin septembre 2016.

Cette amélioration de la situation des échanges extérieurs s'est traduite par une hausse du taux de couverture des importations de 213%, soit 68 points de plus par rapport à la situation de 2016. Cependant, l'analyse de la situation trimestrielle indique que le solde de la balance des biens connaît une tendance baissière au second et troisième trimestre par rapport à l'observé du premier trimestre 2017.

La balance commerciale

En milliards de FCFA	2017			Janvier-Septembre		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var
Exportations totales	707,3	671,0	516,2	1586,2	1894,5	19,4%
Importations totales	258,5	325,8	303,8	1094,6	888,1	-18,9%
Solde	448,8	345,2	212,4	491,6	1006,4	104,7%
Taux de couverture	273,6%	206,0%	169,9%	144,9%	213,3%	47,2%

Sources : DGDDI / DGEPPF

III.3.1. L'évolution des exportations en valeur

De janvier à septembre 2017, les exportations cumulées ont progressé de 19,4% par rapport à la même période en 2016. Cette hausse est liée non seulement à l'amélioration des ventes des produits du secteur pétrolier (+22,3%) mais aussi à celles du secteur hors pétrole (+11,1%).

En termes de poids, le pétrole a représenté 76% de la valeur totale des exportations gabonaises à fin septembre 2017 contre 74,2% en septembre 2016, suite à la hausse de 29,9% du prix moyen du baril gabonais, malgré le recul du volume vendu.

Les exportations en valeur

En milliards de FCFA	2017			Janvier-Septembre		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var
Exportations de pétrole brut	559,0	530,2	352,1	1 178,1	1 441,3	22,3%
Exportations hors pétrole dont :	148,2	140,8	164,2	408,1	453,2	11,1%
Bois sciés et ouvrages	63,8	77,7	66,8	192,2	208,2	8,3%
Produits dérivés du pétrole	29,9	24,3	42,1	57,6	96,3	67,2%
Minerais de manganèse	29,4	12,6	34,6	60,3	76,6	27,0%
Caoutchoucs naturels	3,8	4,0	3,0	7,5	10,9	45,3%
Ferro-silico-manganèse	2,5	3,9	2,1	3,7	8,4	127,0%
Huile de palme	0,9	1,0	0,3	0,3	2,1	600,0%
Poissons et produits de la pêche	0,4	0,3	1,3	1,1	2,0	81,8%
Or sous forme brute	1,2	-	0,2	1,6	1,4	-12,5%
Cacao en fèves et brisures, bruts	0,1	-	-	-	0,1	-
Autres	16,3	17,2	13,7	83,8	47,2	-43,7%
Exportations totales	707,3	671,0	516,2	1 586,2	1 894,5	19,4%

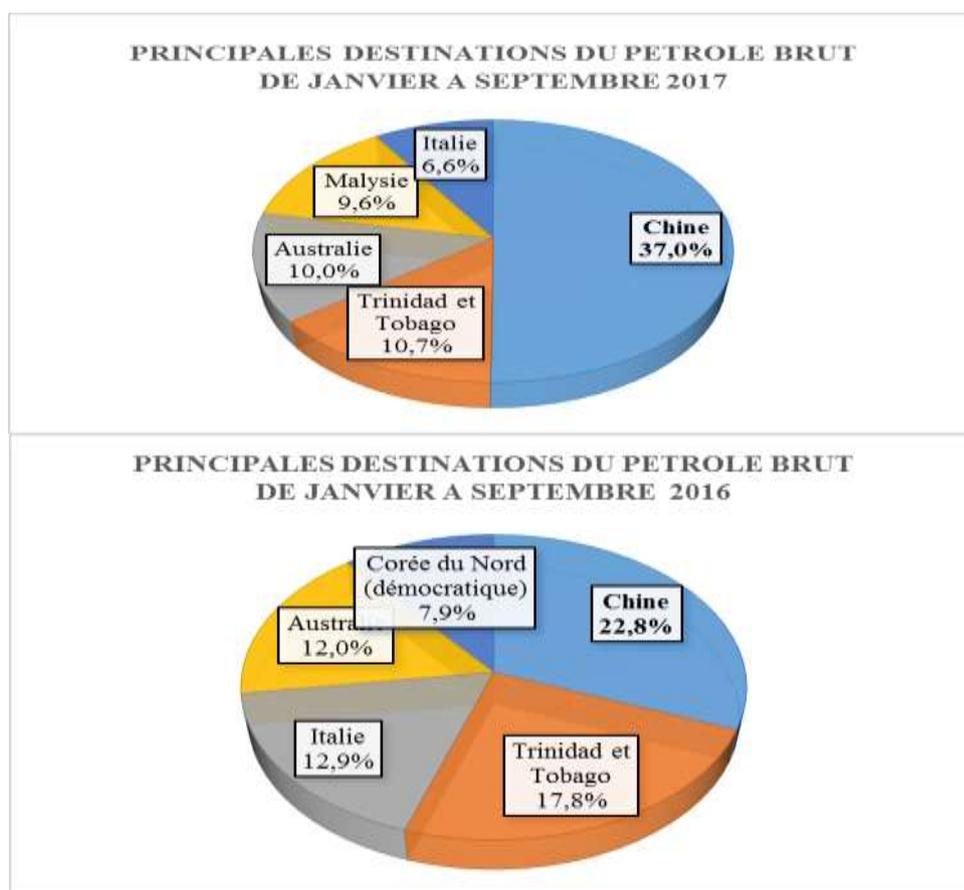
Sources : DGDDI / DGEPPF

- **Les exportations de pétrole**

Les exportations de pétrole brut ont augmenté de 22,3% sur les neuf premiers mois de l'année, mais ont baissé de 33,6% au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre 2017. La tendance haussière des exportations du secteur pétrolier, observée sur les neuf premiers mois, a été soutenue par la fermeté des cours du baril de pétrole (+29,9% en moyenne pour le brut gabonais à fin septembre), malgré la baisse de la production (-7,3% sur la période).

Le repli des exportations pétrolières au troisième trimestre comparé au second trimestre s'explique par la dépréciation du taux de change du FCFA par rapport au dollar américain (-6,3%) et la baisse plus prononcée de la production pétrolière.

Par destination, comme au premier semestre, le continent asiatique demeure le principal acheteur du brut gabonais au troisième trimestre 2017, notamment la Chine (37% contre 22,8% sur la même période une année plus tôt), suivi de Trinidad et Tobago (10,7% des parts), de l'Australie (10% des parts), de la Malaisie (9,6% des parts) et de l'Italie (+6,6% des parts).



Source : DGEPP/DGDDI

- **Les exportations du secteur hors pétrole**

Comme bien hors pétrole, le Gabon a exporté principalement, des produits dérivés du pétrole, le bois scié, du minerai de manganèse, du caoutchouc, du silico manganèse et du manganèse métal, et de l'huile de palme (depuis 2016). Sur les neuf premiers mois de l'année 2017, les exportations du secteur hors pétrole sont en hausse de 11,1% contre une baisse de 13,8% un an plus tôt. Ce relèvement est consécutif à l'amélioration des termes de l'échange, la hausse des capacités de production et à la fermeté de la demande internationale de la quasi-totalité des produits.

La bonne performance des ventes de bois sciés a été favorisée par une offre industrielle en progression, suite à la montée en puissance des industries du secteur et à une demande internationale plus soutenue, notamment celle du continent asiatique (+5,5%). Le secteur minier a également bénéficié d'une amélioration des commandes des industries sidérurgiques émanant, notamment de la Chine pour (+27,1%), ainsi que de la Belgique, de la Côte d'Ivoire et du Cameroun (pour le ferro silico manganèse). La demande des pays tels que le Cameroun et le Benin, explique la hausse

substantielle des ventes d'huile de palme, pendant que l'accroissement des exportations de caoutchouc est lié en particulier à l'amélioration des achats de la Pologne (+33,4%), des Etats-Unis (+35,3%) et de la France (+14,7%).

III.3.2. L'évolution des importations en valeur

La contraction des importations du deuxième trimestre de l'année 2017 s'est poursuivie jusqu'à fin septembre, pour une valeur de 888,1 milliards de FCFA, soit une baisse de 18,9% comparativement à la même période de l'année précédente. Cette contraction s'explique par le recul de l'ensemble des composantes des importations de biens (consommation, équipement et énergie).

Par ailleurs, s'agissant des biens de consommation finale, la hausse de 8,5% des achats des produits alimentaires (hors boissons), n'a pas atténué la contraction des importations de ces produits.

Le retrait des importations des biens d'équipement (-14,8%) et intermédiaires (-18,2%) s'explique, d'une part, par la fin des travaux d'équipement des infrastructures sportives construites dans le cadre de la Coupe d'Afrique des Nations édition 2017. D'autre part, il provient de la diminution des commandes des entreprises, dans un contexte de ralentissement de l'activité économique.

Sur les neuf premiers de l'année 2017, la facture énergétique (gazole, coke, butane, huiles lubrifiantes) a reculé de 22,4% à 54,8 milliards de FCFA, traduisant ainsi la contraction des consommations sur le marché local.

Les importations en valeur

En milliards de FCFA	2017			Janvier-Septembre		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var
BIENS DE CONSOMMATION FINALE :	112,9	130,3	112,5	452,7	355,7	-21,4%
<i>Dont Produits alimentaires</i>	77,1	83,9	76,6	219,0	237,6	8,5%
<i>Boissons</i>	4,7	4,3	3,5	14,4	12,5	-13,2%
BIENS D'EQUIPEMENT	74,7	104,0	80,1	303,9	258,9	-14,8%
BIENS INTERMEDIAIRES	65,2	80,3	73,2	267,4	218,6	-18,2%
ENERGIE	5,7	11,1	38,0	70,7	54,8	-22,5%
IMPORTATIONS TOTALES	258,5	325,8	303,8	1 094,6	888,1	-18,9%

Sources : DGDDI / DGEPPF

III.4 LE PARTENARIAT ECONOMIQUE

La chine demeure au premier rang des partenaires économiques du Gabon depuis quatre (4) années successives, malgré la baisse de son volume d'échanges de 747,1 milliards de FCFA à 737,1 milliards de FCFA à fin septembre 2017. Elle est suivie de la France (351,5 milliards de FCFA), de la Belgique (176,7 milliards de FCFA), de Trinidad et Tobago (154,1 milliards de FCFA) et de la Malaisie (149,0 milliards de FCFA).

Cumul des échanges (exportations/importations)

En milliards de FCFA	2016	2017	Poids	Var17/16
Chine	747,1	737,1	26,50%	-1,30%
France	601,8	351,5	12,60%	-41,60%
Belgique	213,6	176,7	6,40%	-17,30%
Trinidad et Tobago	283,7	154,1	5,50%	-45,70%
Malaisie	50,2	149	5,40%	196,80%
Australie	231,3	144,8	5,20%	-37,40%
Total global	3 667,10	2 782,60	100,00%	-24,10%

Source : DGDDI

III.4.1 Les principaux clients

• *Par pays*

A fin septembre 2017, les ventes du Gabon en direction de ses dix (10) premiers clients sont en hausse de 36,1% par rapport à 2016 et s'établissent à 1894,5 milliards de FCFA. Les ventes vers la Chine ont représenté 34,2% des exportations totales et se placent loin devant Trinidad et Tobago (8,1%), l'Australie (7,6%), la Malaisie (7,4%) et les pays Bas (6,6%). La progression significative du Libéria de la 117^{ème} place à la 9^{ème} provient essentiellement de la vente du pétrole vers ce pays (57,8 milliards de FCFA).

La balance commerciale du Gabon avec la Chine a été excédentaire de 557,0 milliards de FCFA au troisième trimestre 2017, suite à la hausse des ventes du pétrole brut (533,8 milliards de FCFA contre 268,3 milliards de FCFA en 2016), du manganèse (37,7 milliards de FCFA contre 20,0 milliards de FCFA), du poisson et produits de la pêche (1,6 milliards de FCFA contre 1,0 milliards de FCFA), en dépit de la baisse des bois sciés et ouvrages (72,4 milliards de FCFA contre 77,1 milliards de FCFA) à destination de ce pays.

Evolution des ventes gabonaises par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	2017			Janvier-Septembre			
	T1	T2	T3	2016	2017	Poids	Var17/16
Chine	303,0	226,9	117,2	367,1	647,1	34,2%	76,3%
Trinidad et Tobago	47,4	65,7	40,9	209,3	154,1	8,1%	-26,4%
Australie	72,6	35,4	36,2	142,2	144,2	7,6%	1,4%
Malaisie	97,6	41,4	1,9	26,1	140,9	7,4%	439,4%
Pays Bas	17,1	37,8	69,7	79,6	124,7	6,6%	56,5%
Italie	31,3	54,8	21,8	163,7	107,9	5,7%	-34,1%
Belgique	23,3	34,5	14,9	57,7	72,6	3,8%	26,0%
Indonésie	0,1	46,0	17,2	32,1	63,3	3,3%	97,0%
Liberia	-	-	57,8	-	57,8	3,1%	-
France	33,0	13,4	10,3	74,8	56,7	3,0%	-24,1%
Exportations des 10 Premiers clients	625,4	555,9	387,9	1 152,6	1 569,2	82,8%	36,1%
Autres	81,9	115,1	128,3	433,6	325,3	17,2%	-25,0%
Exportations totales	707,3	671,0	516,2	1 586,2	1 894,5	100,0%	19,4%
Poids des dix(10) premiers clients	88,4%	82,8%	75,1%	72,7%	82,8%		

Source : DGDDI

- *Par continent*

L'analyse des ventes par continent sur les trois dernières années montre que l'Asie (53,7%) reste le premier client des produits gabonais à fin septembre 2017, suivie de l'Europe (24,0%), l'Amérique (9,7%), l'Océanie (7,6%) et de l'Afrique (5,0%). La part de l'Afrique s'est améliorée de 41,4% par rapport à la même période de l'année dernière. La position de l'Asie est confortée par les commandes de la Chine, portant essentiellement sur le pétrole brut.

Evolution des exportations gabonaises par continent

Désignation	2017			Janvier-Septembre			
	T1	T2	T3	2016	2017	Poids	Var17/16
En milliards FCFA							
AFRIQUE	13,0	13,0	68,9	67,1	94,9	5,0%	41,4%
dont CEMAC	3,2	2,6	2,0	16,8	7,8	0,4%	-53,5%
AMERIQUE	50,6	87,8	46,0	248,1	184,4	9,7%	-25,7%
ASIE	435,6	377,9	203,1	616,3	1 016,6	53,7%	65,0%
EUROPE	135,4	156,9	162,0	512,2	454,3	24,0%	-11,3%
dont U.E	130,0	154,3	150,9	506,7	435,2	23,0%	-14,1%
OCEANIE	72,7	35,4	36,2	142,5	144,2	7,6%	1,2%
Total	707,3	671,0	516,2	1 586,2	1 894,5	100,0%	19,4%

Source : DGDDI

III.4.2 Les principaux fournisseurs

- *Par pays*

En septembre 2017, les importations du Gabon en provenance de ses dix(10) premiers fournisseurs ont baissé de 20,2%, pour s'établir à 648,2 milliards de FCFA. Toutefois, la France avec 33,2% des parts, maintient sa position de premier fournisseur du Gabon loin devant la Belgique (11,7%) et la Chine (10,1%). Les achats en provenance de cette catégorie de fournisseurs, ont représenté 73,0% des commandes totales du Gabon à fin septembre.

Cependant, en dépit de sa place de premier fournisseur du Gabon, le solde de la balance commerciale avec la France a été déficitaire de 160,1 milliards de FCFA à fin septembre 2017, en rapport avec la baisse substantielle des ventes du pétrole (-51,3%) et des Bois sciés et ouvrages (-15,5%).

Evolution des achats gabonais par pays (10 premiers)

Désignation	2017			Janvier-Septembre			
	T1	T2	T3	2016	2017	Poids	Var17/16
En milliards FCFA							
France	89,1	117,4	88,2	392,7	294,7	33,2%	-24,9%
Belgique	32,4	36,1	35,5	103,7	104,1	11,7%	0,3%
Chine	24,8	26,5	38,8	128,9	90,1	10,1%	-30,1%
Etats Unis	6,3	16,2	10,0	57,0	32,6	3,7%	-42,8%
Togo	3,0	5,6	16,8	31,7	25,4	2,9%	-20,1%
Thaïlande	9,8	8,0	4,8	25,7	22,7	2,6%	-11,8%
Emirats Arabes Unis	6,1	6,7	8,2	18,9	21,0	2,4%	10,8%
Pays Bas	5,6	8,1	6,3	17,4	20,1	2,3%	15,4%
Inde	5,5	7,7	6,1	16,2	19,3	2,2%	18,7%
Italie	5,8	7,9	4,7	19,7	18,3	2,1%	-6,8%
Importations des 10 premiers f/sseurs	188,4	240,4	219,4	812,0	648,2	73,0%	-20,2%
Autres	70,1	85,4	84,4	282,6	239,9	27,0%	-15,1%
Total Import	258,5	325,8	303,8	1 094,6	888,1	100,0%	-18,9%
Poids des 10 premiers fournisseurs	72,9%	73,8%	72,2%	74,2%	73,0%		

Source : DGDDI

- **Par continent**

A fin septembre 2017, l'Europe (57,9% du total des achats) est le premier fournisseur du Gabon, suivie de l'Asie (23,5% des parts), de l'Afrique (11,4%) et de l'Amérique (7,0%).

La place de l'Europe s'explique essentiellement par la demande des produits en provenance de la France (33,2%) qui est le premier fournisseur du Gabon. Le Gabon importe particulièrement les produits alimentaires, l'outillage, les machines, les appareils mécaniques et les produits de consommation non alimentaire.

Par contre, l'Amérique a occupé la dernière place à fin septembre. Les importations en provenance de ce continent ont fortement chuté (40,2%) sur la période par rapport à 2016.

Evolution des achats par continent

En milliards de FCFA	2017			Janvier-Septembre			
	T1	T2	T3	2016	2017	Poids	Var17/16
AFRIQUE	27,9	30,2	42,9	122,9	101,1	11,4%	-17,7%
dont CEMAC	5,7	6,4	8,5	24,3	20,6	2,3%	-15,5%
AMERIQUE	15,5	26,7	20,3	104,6	62,5	7,0%	-40,2%
ASIE	57,9	69,7	81,1	249,4	208,7	23,5%	-16,3%
EUROPE	156,7	198,9	158,9	615,7	514,6	57,9%	-16,4%
dont U.E	151,7	192,1	152,8	600,9	496,6	55,9%	-17,4%
OCEANIE	0,5	0,2	0,5	2,0	1,2	0,1%	-39,8%
Total	258,5	325,8	303,8	1 094,6	888,1	100,0%	-18,9%

Source : DGDDI

III. 5. L'EMPLOI DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

III. 5.1. L'emploi dans l'administration publique

L'emploi public comprend les effectifs de la fonction publique, de la main d'œuvre non permanente et des collectivités locales.

A fin septembre 2017, l'emploi dans le secteur public (hors collectivités locales) a légèrement baissé (-0,1%) pour se situer à 102 367 agents. Cette tendance baissière provient essentiellement du repli des effectifs de la fonction publique (- 0,2%) malgré une augmentation de 0,3% de ceux de la MONP. La situation globale de l'emploi public observée sur cette période est la résultante de la politique de la maîtrise de masse salariale, conformément aux objectifs fixés dans le programme de relance de l'économie sur la période 2017-2019.

Evolution de l'Emploi Public

Effectifs du public	2017			Janvier - Septembre		
	T1	T2	T3	2016	2017	Var 17/16
Fonction publique	87 337	87 983	87 461	87 595	87 461	-0,2%
MONP	14 933	14 718	14 906	14 856	14 906	0,3%
Libreville	6 261	6 285	6 285	7 095	6 285	-11,4%
Intérieur	8 672	8 433	8 621	7 761	8 621	11,1%
Total*	102 270	102 701	102 367	102 451	102 367	-0,1%

Sources: DGB, DGEFF. *hors collectivités locales

III.5.2 Les effectifs par département

A fin septembre 2017, la tendance baissière des effectifs de l'administration publique n'a pas la même ampleur dans l'ensemble des départements ministériels. Certains ministères ont même vu leurs effectifs se renforcer, tandis que d'autres ont observé un recul des emplois. En effet, les principales administrations ayant contribué positivement au repli des effectifs sur les neufs premiers mois de 2017 sont : les pouvoirs publics (-5,4%), l'administration des transports (-4,9%), l'administration sociale (-0,3%), Autres administrations (-83,0%), en cohérence avec les engagements pris par les autorités dans le cadre du programme de relance économique, dans l'optique d'assainir les finances publiques.

Cependant, nous observons une hausse des effectifs au sein d'autres administrations sur la période. Il s'agit notamment de l'administration générale (+6,0%), de l'administration économique (+9,5%) et l'administration de l'éducation (+0,3%). Cette progression s'explique par la régularisation des situations administratives des agents déjà en présalaire, d'une part, du renforcement des effectifs dans certains secteurs prioritaires, identifiés dans le plan de relance économique (PRE) adopté par le gouvernement fin 2016, d'autre part.

Evolution des effectifs de l'Administration centrale par département

Désignation	2017			Janvier - Septembre		
	T1	T2	T3	sept-16	sept-17	Var 17/16
POUVOIRS PUBLICS	23 899	23 868	23 745	25 097	23 745	-5,4%
ADM.GENERALES	14 676	14 832	14 614	13 792	14 614	6,0%
ADM.ECONOMIQUES	7 233	7 519	7 546	6 891	7 546	9,5%
ADM.DU DEVELOPPEMENT	3 938	3 946	3 932	4 010	3 932	-1,9%
ADM DES TRANSPORTS	1 193	1 177	1 172	1 233	1 172	-4,9%
ADM.DE L'EDUCATION	24 751	25 018	24 964	24 874	24 964	0,4%
ADM.SOCIALES	11 420	11 573	11 453	11 492	11 453	-0,3%
Autres	227	50	35	206	35	-83,0%
TOTAL	87 337	87 983	87 461	87 595	87 461	-0,2%

Source: DGBFIP

III.6 LES SALAIRES

Sur les neuf premiers mois de 2017, la masse salariale du secteur public (hors collectivités locales) a enregistré une légère hausse de 6,8 milliards de FCFA par rapport à 2016, pour se situer à 513,412 milliards de FCFA. Cette progression de 1,3% provient de l'accroissement de la solde permanente (+7,3 milliards) en raison notamment de la régularisation de la situation administrative des agents en attente d'intégration.

Au cours de la même période, la masse salariale de la main d'œuvre non permanente a baissé de 3,3% pour atteindre 24,49 milliards de FCFA en raison de la baisse des effectifs de cette catégorie d'agents de l'Etat.

Evolution de la masse salariale du secteur public

En milliards de FCFA	2 017			Janvier-Septembre		
	T1	T2	T3	2 016	2 017	Var 17/16
Traitements et salaires	169,6	170,1	173,7	506,6	513,4	1,3%
Solde Permanente	161,5	162,0	165,5	481,3	488,9	1,6%
MONP	8,1	8,1	8,2	25,3	24,5	-3,3%

Source : DGBFI

III.6.1 La solde Permanente par administration

La masse salariale de l'ensemble des administrations s'est accrue de 1,6% sur les neuf premiers mois de 2017 en lien avec la régularisation de la situation administrative des agents en attente d'intégration dans certains départements. Cette hausse de la solde permanente concerne principalement l'administration de l'éducation, l'administration générale et l'administration économique. Cependant, cette augmentation a été atténuée par le repli de la solde permanente des administrations de transport (-7,9%) et de développement (-4,0%) en raison de la maîtrise de leurs effectifs et du non remplacement systématique des agents admis à la retraite.

Evolution de la solde permanente par département

En milliards de FCFA	2 017			Janvier-Septembre		
	T1	T2	T3	2 016	2 017	Var 17/16
Pouvoirs Publics	43,2	43,5	44,4	133,6	131,1	-1,8%
Administration Générale	25,2	25,3	25,6	64,4	76,0	18,0%
Administration Economique	12,9	12,9	13,3	38,9	39,1	0,6%
Administration du Développement	7,1	7,0	7,2	22,2	21,4	-3,9%
Administration des Transports	2,0	1,9	2,0	6,3	5,8	-7,9%
Administration de l'Education	50,2	50,6	51,9	151,5	152,7	0,8%
Administration Sociale	20,3	20,5	20,9	62,4	61,7	-1,1%
Autres	0,6	0,3	0,2	2,1	1,2	-41,4%
TOTAL	161,5	162,0	165,5	481,3	488,9	1,6%

Source : DGBFIP

III.6.2. La masse salariale de la Main d'œuvre Non Permanente

La masse salariale de la main d'œuvre non permanente (MONP) est en baisse de 3,3% à 24,49 milliards de FCFA. Ce recul s'explique par la contraction des effectifs de cette catégorie, en lien avec la politique de non remplacement systématique des agents admis à la retraite.

Evolution de la masse salariale de la main d'œuvre non permanente

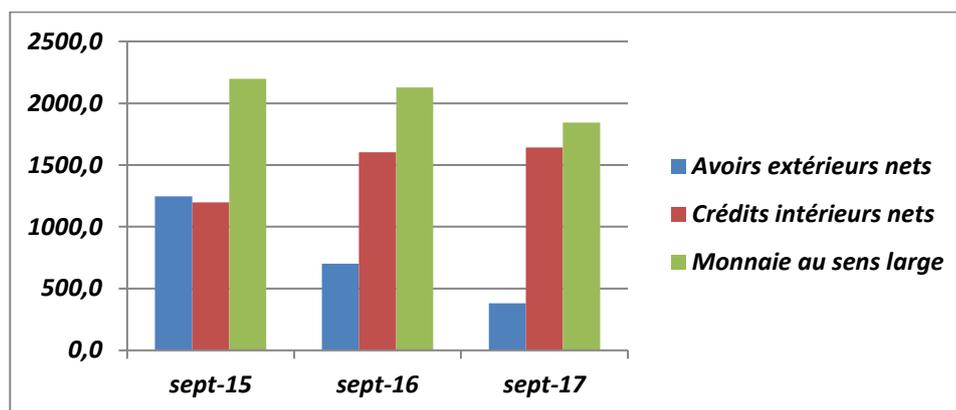
En milliards de FCFA	2 017			Janvier-Septembre		
	T1	T2	T3	2 016	2 017	Var 17/16
Libreville	3,4	3,4	3,4	13,9	10,2	-27,0%
Intérieur	4,8	4,7	4,8	11,4	14,3	25,7%
TOTAL	8,1	8,1	8,2	25,3	24,5	-3,3%

Source : DGBFIP

III.7 SITUATION MONETAIRE

La situation monétaire large est marquée par un repli de la masse monétaire (-13,3%), des avoirs extérieurs nets (-45,8%) et un relèvement du crédit intérieur net (+2,5%) sur les neuf premiers mois.

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



III.7.1 les principaux agrégats monétaires

III.7.1.1- La masse monétaire (M2)

Au troisième trimestre 2017, la masse monétaire a diminué de 13,3% à 1844,1 milliards de FCFA, consécutivement à la contraction des avoirs extérieurs nets (-45,8% à 380,5 milliards de FCFA).

L'analyse de ses composantes révèle une baisse concomitante des dépôts collectés (-12% à 1535,2 milliards de FCFA) et de la circulation fiduciaire (-19,1% à 308,9 milliards de FCFA).

La quasi-monnaie a reculé de 12,3% à 644,3 milliards de FCFA à fin septembre 2017, en liaison avec le tassement de l'épargne des agents économiques, notamment les entreprises du secteur privé.

III.7.1.2- Les ressources extra-monétaires

Elles ont augmenté de 0,3% à 179,3 milliards de FCFA au troisième trimestre 2017, suite à la hausse des fonds propres (+5,8% à 400,2 milliards de FCFA en septembre 2017).

III.7.2-les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires ont fléchi de 12,2% à 2023,4 milliards de FCFA, corrélativement à la dépréciation des avoirs extérieurs nets (-45,8%).

III.7.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets ont chuté de 45,8% à 380,5 milliards de FCFA au troisième trimestre 2017. Cette évolution est essentiellement attribuable à la chute des réserves officielles nettes (-55,1% à 266,5 milliards de FCFA), nonobstant une appréciation des avoirs extérieurs nets des banques commerciales (+5,2% à 114 milliards de FCFA). En conséquence, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs a perdu 13,12 points pour s'établir à 53,9% au troisième trimestre 2017.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA)

Trimestre	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	varsept-17/sept-16
Avoirs extérieurs nets	702,5	446,6	521,3	399,3	380,5	-45,8%
Banque centrale	594,1	358,3	343,9	284,3	266,5	-55,1%
Banques commerciales	108,4	88,3	177,4	115,0	114,0	+5,2%
Taux de couverture extérieure de la monnaie	67,0%	55,7%	54,1%	50,3%	53,9%	-

Source : Beac

III.7.2.2- Le crédit intérieur

Le crédit intérieur s'est consolidé de 2,5% à 1642,9 milliards de FCFA au troisième trimestre 2017, suite à la hausse des créances nettes sur l'Etat (+33,6%).

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

Trimestre	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	Sept-17	varsept17/sept-16
Crédits intérieurs nets	1603,1	1761,9	1731,7	1657,0	1642,9	+2,5%
Créances nettes sur l'Etat	414,1	589,4	577,1	522,5	533,2	+33,6%
Créances sur le reste de l'économie	1189,0	1172,5	1154,6	1134,5	1089,7	-8,3%

Source : Beac

III.7.2.2.1- Les créances sur l'économie

Elles se sont contractées de 8,3% à 1089,7 milliards de FCFA à fin septembre 2017, en relation avec le repli des crédits consentis au secteur privé non financier, représentant 95% de l'encours des crédits. Cette situation demeure liée au contexte économique toujours marqué par un prix du baril de pétrole faible.

III.7.2.2.2- Les créances nettes sur l'Etat

Au troisième trimestre 2017, la situation nette débitrice de l'Etat s'est établie à 553,2 milliards contre 414,1 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette évolution traduit une augmentation de la dette de l'Etat envers le système bancaire pour répondre à la baisse des recettes budgétaires fortement impactées par la chute des cours du pétrole.

En conséquence, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est dégradée, passant de 496,1 milliards en septembre 2016 à 634,9 milliards de FCFA en septembre 2017.

III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE

En glissement annuel, la politique monétaire de la Beac a reposé sur une reconduction du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres) ainsi qu'un maintien de l'objectif de refinancement, des autres taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

III.8.1 l'action sur la liquidité bancaire

Le marché interbancaire est caractérisé par un niveau de liquidité acceptable. Aussi, l'Institut d'Emission a-t-il maintenu son objectif de refinancement à 80 milliards de FCFA.

III.8.2 la politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 11 juillet 2017 a décidé de laisser inchangés le TIAO et les autres taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	2,95%
Taux des Prises en Pension (TPP)	4,20%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45%

Les taux d'intérêt sur les placements ont été maintenus et fixés comme suit :

Placements à 7 jours	0%
Placements à 28 jours	0%
Placements à 84 jours	0%

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires ont été reconduits ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	11,75%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	9,25%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%

CONCLUSION

Sur les neufs premiers mois de l'année 2017, malgré l'entrée en vigueur de l'accord signé avec le FMI au mois de mai, l'économie gabonaise a évolué dans un contexte de contrainte budgétaire impactant négativement la commande publique. Cette réalité s'est traduite par la morosité des secteurs dépendant de la dépense publique, notamment les BTP et les services.

Néanmoins, l'activité nationale, comme sur les deux premiers trimestres, a tiré profit de la remontée des cours des principaux produits de base dont le pétrole. Cette évolution s'est traduite par une hausse significative des résultats du commerce extérieur avec l'accroissement simultané des exportations pétrolières et hors pétrole.

Cette tendance résulte également de l'arrivée à maturité de certaines activités, notamment dans l'industrie minière et les cultures de rente (huile de palme). Ces activités, ajoutées aux minerais bruts et au bois transformé, devraient impacter positivement le solde de la balance des biens à la fin de l'année. La bonne performance des activités exportatrices hors pétrole résulte également des effets de la mise à niveau de certaines infrastructures de soutien, notamment les améliorations progressives des conditions d'exploitation du chemin de fer, la mise en service des nouveaux ports commercial et minéralier.

Comme pour les périodes précédentes, le principal enjeu auquel reste confronté le gouvernement et l'administration est d'œuvrer pour créer les conditions d'une accélération de l'exécution du budget rectifié au cours des mois restant. Dans le cadre du programme signé avec les partenaires financiers, il s'agit de renforcer les capacités de mobilisation de ressources internes et de remplir les conditionnalités nécessaires en vue d'obtenir le décaissement des appuis attendus, afin de régler le problème de la dette intérieure et relancer l'investissement et la consommation.

La tendance de la production pétrolière, qui affiche une baisse plus forte de prévu, bien que largement compensée par la hausse des prix en termes de recettes, risque toutefois d'avoir un impact négatif sur la croissance globale de l'année 2017. A contrario, certaines activités ont progressé plus fortement qu'initialement anticipé dans les hypothèses du cadrage arrêté lors de l'élaboration de la loi de finances 2018. Il s'agit notamment de la production minière, des industries du bois et de la filière du palmier à huile.

ANNEXE

Trimestre	juil-16	août-16	sept-16	juil-17	août-17	sept-17
	<i>en milliards de FCFA</i>					
Avoirs extérieurs nets	815,7	773,5	702,5	311,7	407,9	380,5
Banque centrale	720,2	687,7	594,1	202,0	279,6	266,5
Banques commerciales	95,5	85,8	108,4	109,7	128,3	114,0
Crédits intérieurs nets	1538,5	1569,8	1603,1	1721,1	1629,9	1642,9
Créances nettes sur l'Etat	267,6	360,2	414,1	610,2	517,5	553,2
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	357,6	474,4	496,1	695,0	603,5	634,9
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	-90,0	-114,2	-82,0	-84,8	-86,0	-81,7
Créances sur le reste de l'économie	1270,9	1209,6	1189,0	1110,9	1112,4	1089,7
Ressources = Contreparties	2354,2	2343,3	2305,5	2032,8	2037,8	2023,4
Monnaie au sens large	2184,8	2159,1	2126,8	1861,8	1849,1	1844,1
Circulation fiduciaire	349,0	398,2	381,9	320,8	321,8	308,9
Dépôts	1835,8	1760,9	1744,9	1541,0	1527,3	1535,2
<i>dont Quasi monnaie</i>	785,8	715,9	734,8	644,4	649,5	644,3
Ressources extra-monétaires	169,4	184,2	178,7	171,0	188,7	179,3
	<i>variation annuelle en %</i>					
Avoirs extérieurs nets	-39,7%	-40,7%	-43,6%	-61,8%	-47,3%	-45,8%
Crédits intérieurs nets	47,3%	52,2%	33,8%	11,9%	3,8%	2,5%
Créances nettes sur l'Etat	-	-	-	128,0%	43,7%	33,6%
Créances sur le reste de l'économie	-1,2%	-3,5%	-7,3%	-12,6%	-8,0%	-8,3%
Ressources = Contreparties	-1,8%	0,3%	-5,7%	-13,7%	-13,0%	-12,2%
Monnaie au sens large	-1,1%	-0,4%	-3,2%	-14,8%	-14,4%	-13,3%
Circulation fiduciaire	-4,1%	13,7%	10,8%	-8,1%	-19,2%	-19,1%
Dépôts	-0,5%	-3,1%	-5,8%	-16,1%	-13,3%	-12,0%
Ressources extra-monétaires	-9,6%	8,6%	-27,5%	0,9%	2,5%	0,3%

Source : Beac

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. OTO'O NGOUA Lambert

Directeur Adjoint

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. OBAME NANG Didier

Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. MOUPEPE Yves

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Mme. Julie Sandrine NTSAME

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA
Mme. Elzy Yolène BOUYOU
Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU
Mme. Ariane MOUANANDA BABONGUI
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Raphael MBA N'NANG
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. Euloge Bernadin LENGOUNGA
M. Brice YOUOMO
M. Noel MAGANGA
M. Georges Freddy MOUNANGA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHESSES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Kevin BOUNGOUNGOU
M. Pierre Dieudonné THATY
Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

Chargés d'Etudes

Mme Milène N'GANGA
Mme. Marie Irène IBOMBO
Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA
M. Félicien Farlane NGANI

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI
M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI
M. Aymard NGOUA ONA

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA
M. Jean de Dieu MOUSSODOU
M. OBANDJI Guy Ulrich
M. Florent MANEMBE

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service :

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargés d'Etudes

M. Béchir MAHAMAT LÉBOUBA
M. LIPOCKO MOMBO